



RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2010

Juillet 2011

MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE RÉGULATION.....	3
INTRODUCTION.....	4
ETAT DES LIEUX DU SECTEUR DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.....	4
LA TÉLÉPHONIE FIXE.....	4
LA TÉLÉPHONIE MOBILE	7
L'INTERNET.....	13
LES ACTIVITES DE REGULATION.....	14
A LE RENFORCEMENT DU CADRE JURIDIQUE.....	14
B LA GESTION DES FRÉQUENCES	17
C LA GESTION DES NUMEROS ET DES NOMS DE DOMAINE.....	22
D L'INTERCONNEXION.....	30
E LE SUIVI DES OPÉRATEURS ET DES FOURNISSEURS DE SERVICES.....	31
F LES LITIGES ET PLAINTES.....	48
G LE SERVICE UNIVERSEL.....	52
LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LE PARTENARIAT.....	54
A LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.....	54
B LE PARTENARIAT.....	56
UNE ADMINISTRATION DYNAMIQUE ET À LA QUÊTE DU SAVOIR.....	57
LES ACTIVITES DE LA PRESIDENCE.....	57
LES ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL.....	59
LES PERSPECTIVES.....	63
CONCLUSION	66
ANNEXES.....	68
LISTE DES ABREVIATIONS.....	75
TABLE DES MATIERES.....	76

LE MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE RÉGULATION



Pour la deuxième année consécutive, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes se réjouit d'être au rendez vous de la présentation de son rapport annuel. Cette mission est accomplie conformément aux dispositions de la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso. Mais au delà de ces exigences, le Conseil de régulation et le personnel de l'Autorité de régulation ressentent un grand plaisir de se soumettre à ce devoir de compte rendu qui éclaire les acteurs du secteur des communications électroniques sur l'évolution de leurs activités. Ce devoir de compte rendu se veut aussi source de transparence.

Le présent rapport d'activités établit un bilan quasi exhaustif des actions entreprises par l'Autorité de régulation pour assurer une qualité des services de communications.

L'année 2010 n'a pas été de tout repos aussi bien pour les opérateurs que pour le régulateur.

Le processus d'attribution des nouvelles licences aux opérateurs de téléphonie mobile a été entre autres, l'un des temps forts de l'année 2010. L'Autorité de régulation est consciente que tout n'est pas rose et qu'il reste encore d'énormes efforts à fournir.

Les défis sont immenses et l'Autorité de régulation s'engage à poursuivre les efforts, de concert avec les opérateurs de réseaux et services de communications électroniques pour assurer aux consommateurs des communications de qualité aux meilleurs prix.

Mathurin Bako

*Président du Conseil de régulation de l'Autorité
de régulation des communications
électroniques et des postes*

INTRODUCTION

Le présent rapport fait la synthèse des activités de l'année 2010 :

- du Conseil de régulation ;
- de la Présidence ;
- du Secrétariat général.

L'année 2010 a été marquée par une intense activité au niveau de l'Autorité de régulation. En effet, au cours de la période, les principales activités entreprises par l'Autorité de régulation des communications électroniques se résument comme suit :

- l'adoption des textes réglementaires de la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso ;
- l'adoption des textes en vue du renouvellement des licences des opérateurs de téléphonie mobile (licences, cahier des charges annexés aux licences) ;
- la conduite de l'opération de renouvellement des licences ;
- l'adoption des textes sur la mise en œuvre du service universel ;
- l'élaboration du dossier et le lancement de l'appel d'offres pour l'attribution d'une quatrième (4ème) licence globale ;
- l'identification des abonnés de téléphonie mobile ;
- etc.

Le rapport présente également l'état d'exécution, par le personnel de l'Autorité de régulation, des missions internationales et sa participation à des séminaires de formation.

ETAT DES LIEUX DU SECTEUR DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Le secteur de la téléphonie se caractérise au Burkina Faso par la présence d'un seul opérateur pour le réseau fixe alors que le marché du mobile est partagé par trois opérateurs. L'évolution d'ensemble du secteur est appréciable mais des efforts restent encore à faire.

LA TÉLÉPHONIE FIXE



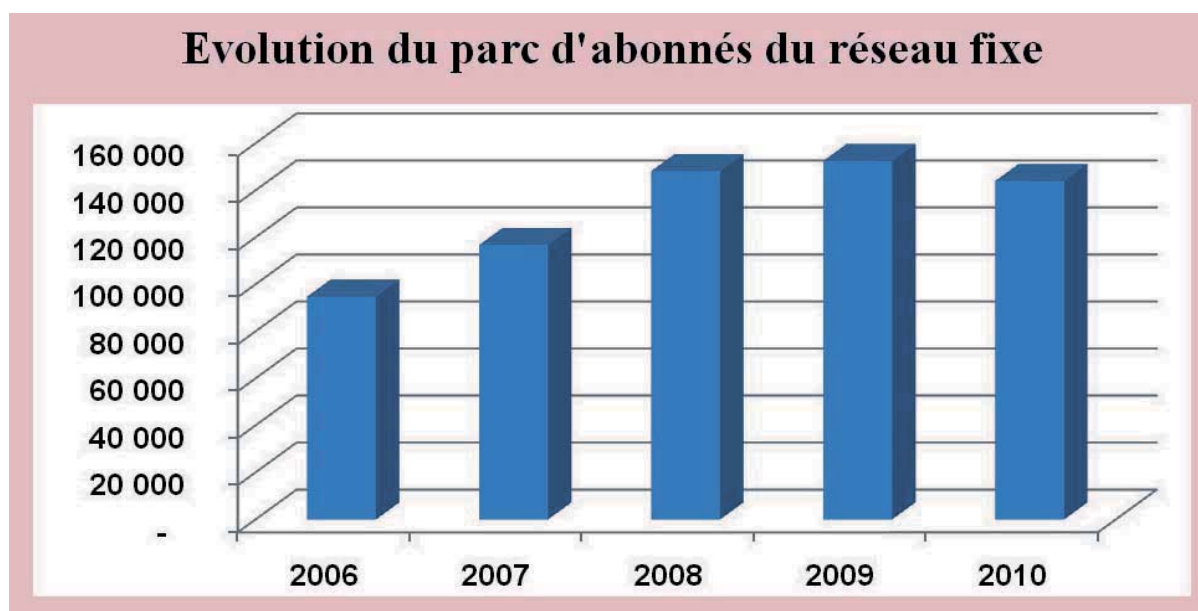
Au 31 décembre 2010, l'ONATEL, seul opérateur sur ce segment du marché, dispose d'un parc de 143 963 abonnés. On constate une diminution de 8 498 raccordements par rapport au 31 décembre 2009. La téledensité fixe s'établit à 0,91 LP pour 100 habitants pour une population estimée à 15 730 977 habitants au 31 décembre 2010.

1) Parc d'abonnés et couverture réseau

L'évolution des indicateurs de la téléphonie fixe pour la période 2006-2010 est donnée au tableau ci-après.

Téléphonie fixe	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Déc. 2009	Déc. 2010
Parc total	94 758	116 746	148 157	152 461	143 963
Parc des lignes analogiques	93 043	104 816	105 909	101 231	88 484
Parc CDMA	----	11 541	41 839	50 800	55 077
Parc de lignes numériques	1 715	389	409	430	402
Croissance nette annuelle	3 567	21 989	31 411	4 304	- 8 498
Croissance en %	3,91 %	23,20 %	26,90 %	2,90 %	- 5,57%
Densité téléphonique	0,72%	0,85 %	0,99 %	1,00 %	0,91%
Localités couvertes	269	308	366	400	426
Croissance en % des localités couvertes	7,17 %	14,50 %	18,83 %	9,28 %	6,50%

Le graphique suivant illustre l'évolution du parc d'abonnés du réseau fixe des cinq (05) dernières années.



Le parc d'abonnés fixes a connu une décroissance de 5,57% entre décembre 2009 et décembre 2010. Le nombre de villes et localités couvertes connaît cependant une progression importante depuis 2006. En effet, on est passé de 269 localités en 2006 à 426 en 2010 avec un taux de croissance de 6,5% au cours

de l'année 2010. Cette croissance est due à l'avènement de la technologie CDMA utilisée comme technologie d'accès par l'ONATEL. Son déploiement est simple et rapide avec un rayon de couverture important. Le parc CDMA est passé de 50 800 abonnés en 2009 à 55 077 abonnés au 31 décembre 2010, soit un taux de croissance de 8,42%.

2) Publiphones fixes

Le parc de publiphones fixes ainsi que l'indique le tableau ci-dessous n'a pas varié entre 2009 et 2010.

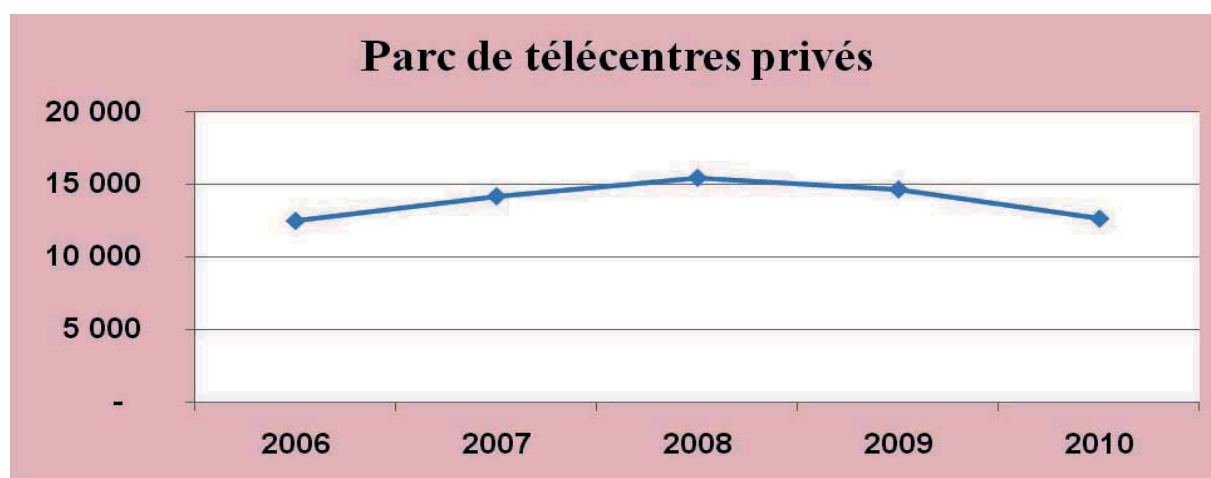
Année	Déc. 2009	Déc. 2010
Nombre de publiphones	503	503

3) Télécentres fixes privés

Année	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Déc. 2009	Déc. 2010
Parc des télécentres privés	12 491	14 183	15 444	14 651	12 647
Croissance nette annuelle		1 692	1262	-793	-2004
Croissance en %		13,54 %	8,89 %	-5,13 %	- 13,68%

NB : Le parc des télécentres fixes comprend les télécentres et les cabines téléphoniques à pièces et à cartes.

Le fléchissement du parc de télécentres privés débuté en 2009 s'est poursuivi en 2010 comme le montre le graphique ci-dessous.



Au 31 décembre 2010, on dénombrait 12 647 télécentres privés et 503 publiphones. Le nombre de télécentres a connu une baisse de l'ordre de 13,68% par rapport à celui de 2009. Cette situation pourrait

s'expliquer notamment par l'extension continue des réseaux mobiles. Cependant, la baisse des tarifs des communications au niveau des télécentres et l'augmentation de la marge bénéficiaire consentie par l'ONATEL aux exploitants de télécentres privés qui devraient permettre une certaine redynamisation de cette activité importante dans le cadre de l'accès universel aux services de télécommunications n'a pas encore produit les effets escomptés.

LA TÉLÉPHONIE MOBILE



Trois (03) opérateurs mobiles GSM (Telmob, Airtel (ex Celtel) et Telecel) se partagent le marché qui connaît une croissance soutenue. Il se caractérise par son important dynamisme favorisé par une rude concurrence, avec des offres de plus en plus diversifiées.

1. Airtel Burkina Faso

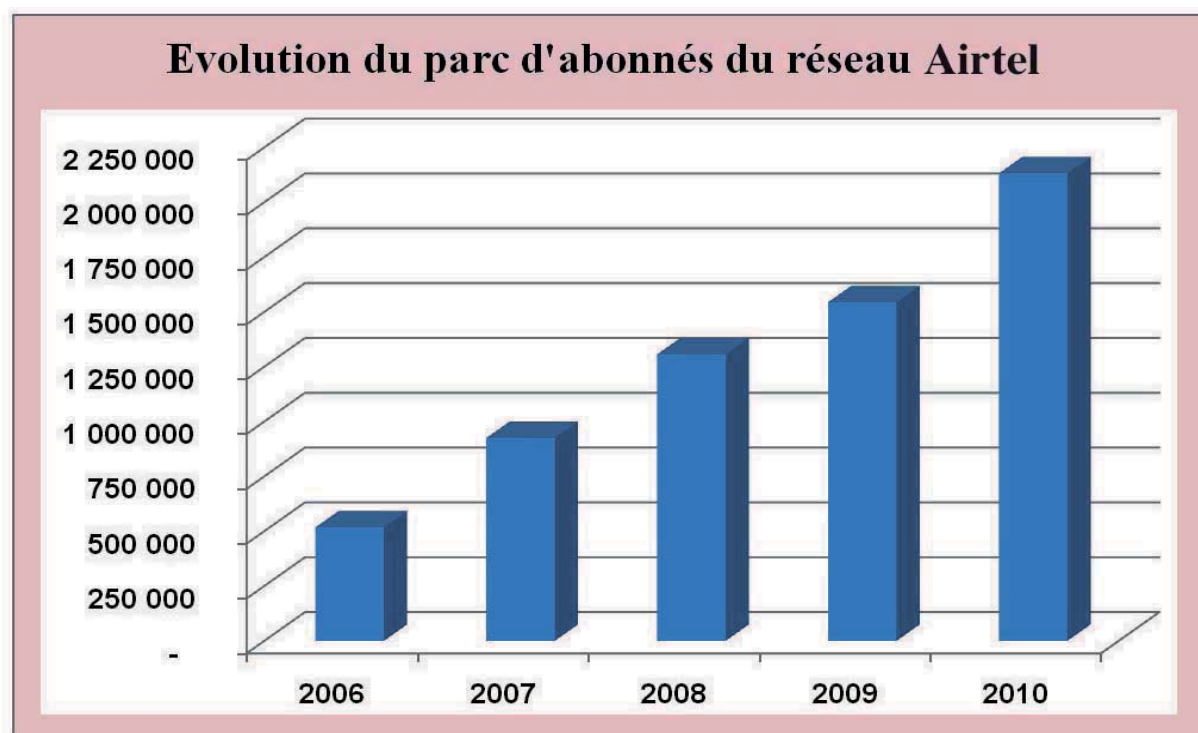


Au cours de l'année 2010, Airtel Burkina Faso a étendu son réseau mobile à dix (10) nouvelles villes et localités non expressément mentionnées dans le cahier des charges. Le parc d'abonnés au 31 décembre 2010 est de 2 131 611 soit une croissance de 38,03% et une télédensité de 13,55 téléphones pour 100 habitants.

Données/Périodes	Déc. 2006	Déc.2007	Déc. 2008	Déc. 2009	Déc. 2010
Parc d'abonnés mobiles	517 550	925 134	1 306 641	1 544 240	2 131 611
Dont prépayés		917 210	1 305 923	1 533 427	2 124 699
Dont postpayés		576	718	900	1 221
Dont publiphones		7348		9913	5 691
Croissance nette		407 584	381 507	237 599	587 371
Croissance en %		78,75%	41,24%	18,18%	38,03%
Densité téléphonique		6,74	8,76%	10,14%	13,55%
Villes et localités couvertes	245	283	325	330	340
Croissance		38	42	5	10

Le tableau ci-dessous donne les éléments relatifs au réseau de AIRTEL.

Le diagramme ci-après illustre l'évolution du parc d'abonnés de AIRTEL Burkina Faso de 2006 à 2010.



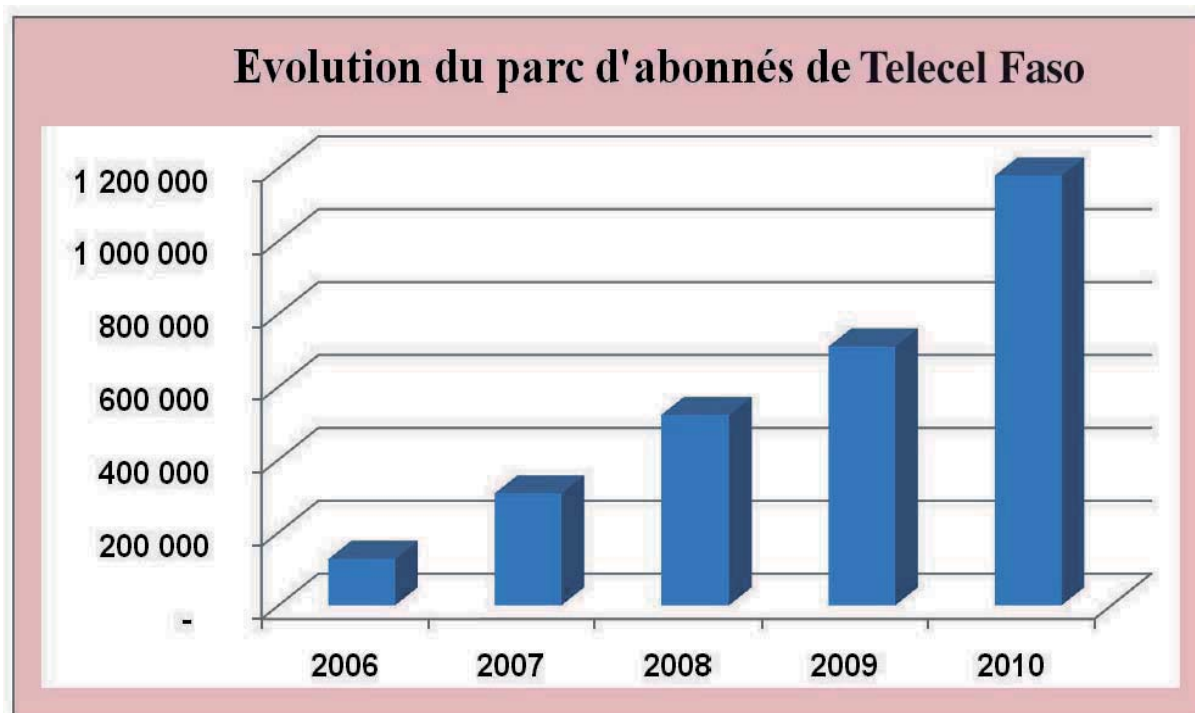
2. Telecel Faso



La société Telecel Faso enregistrerait toujours un retard (comparativement aux deux autres opérateurs) dans le déploiement de son réseau sur le territoire national. Au cours de l'année 2010, un effort soutenu a permis de constater que Telecel Faso a couvert quarante quatre (44) villes et localités. Le parc d'abonnés au 31 décembre 2010 est de 1 179 366, soit une croissance de 68,08% et une télédensité de 7,49 téléphones pour 100 habitants. Le tableau ci-après récapitule les principaux éléments caractéristiques.

Données/Périodes	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Déc. 2009	Déc. 2010
Parc d'abonnés mobiles	127 101	307 200	521 952	710 122	1 179 366
- Dont prépayés		305 134	520 490	708 539	1 177 739
- Dont postpayés		1 780	1 462	1 583	1 627
- Dont publiphones		286	0	0	0
Croissance nette		180 099	214 752	188 170	469 244
Croissance en %		141,7%	69,90%	36,05%	68,08%
Densité téléphonique		2,24%	3,50%	4,66%	7,49%
Villes et localités	48	64	116	173	217

Le diagramme ci-dessous donne l'évolution du parc d'abonnés de Telecel Faso de 2006 au 31 décembre 2010.



N.B : 61 des 61 villes et localités prévues au cahier des charges sont couvertes. Aucun axe routier sur les 13 n'est totalement couvert.

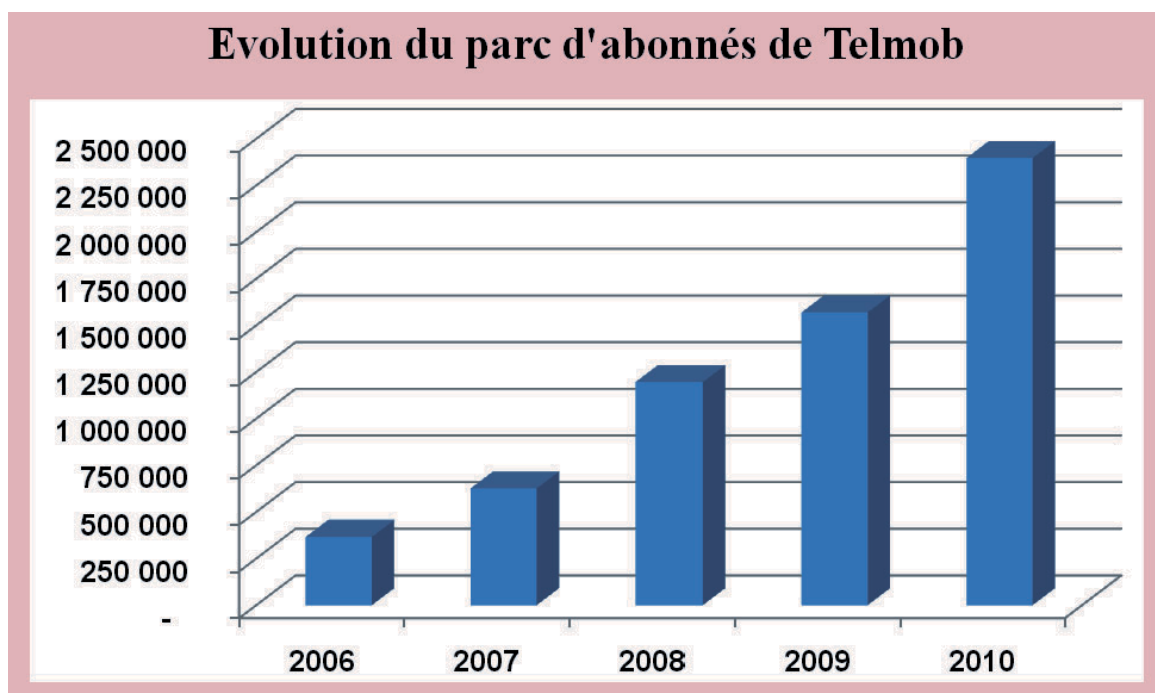
3. Telmob



La société Telmob a, au titre des obligations de couverture du territoire national, étendu son réseau au cours de l'année 2010 à quatre vingt treize (93) nouvelles villes et localités, avec un parc d'abonnés de 2 396 873 et une télédensité de 15,23 lignes pour 100 habitants. Les détails figurent dans le tableau ci-dessous :

Données/Périodes	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Déc. 2009	Déc. 2010
Parc d'abonnés mobiles	365 682	625 705	1 195 557	1 569 263	2 396 873
- Dont prépayés		619 328	1 189 066	1 562 374	2 390 358
- Dont postpayés		6 216	6 491	6 889	6 515
- Dont publiphones		160	---	---	---
Croissance nette		260 077	569 852	373 706	827 610
Croissance en %		71,12%	91,07%	31,25%	52,73%
Densité téléphonique		4,56%	8,02%	10,31%	15,23%
Villes et localités	127	142	239	395	488
Croissance nette		15	97	156	93

Le diagramme ci-dessous donne l'évolution du parc d'abonnés de Telmob de 2006 au 31 décembre 2010.



NB : 61 des 61 villes et localités prévues au cahier des charges sont couvertes.

07 axes routiers sur 13 sont totalement couverts

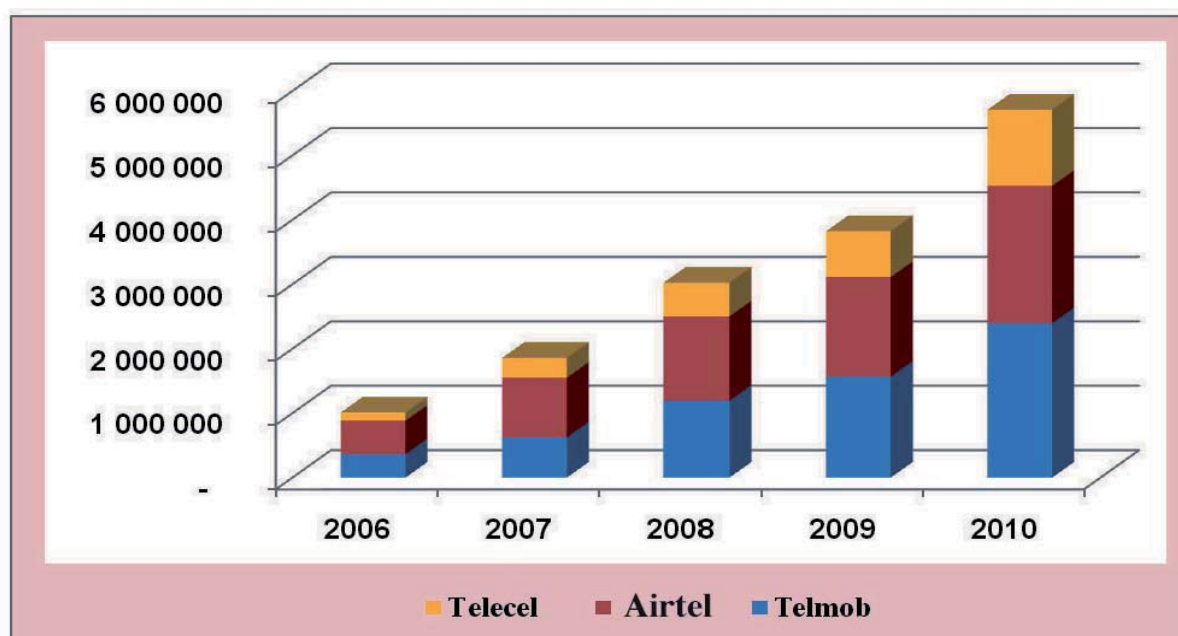
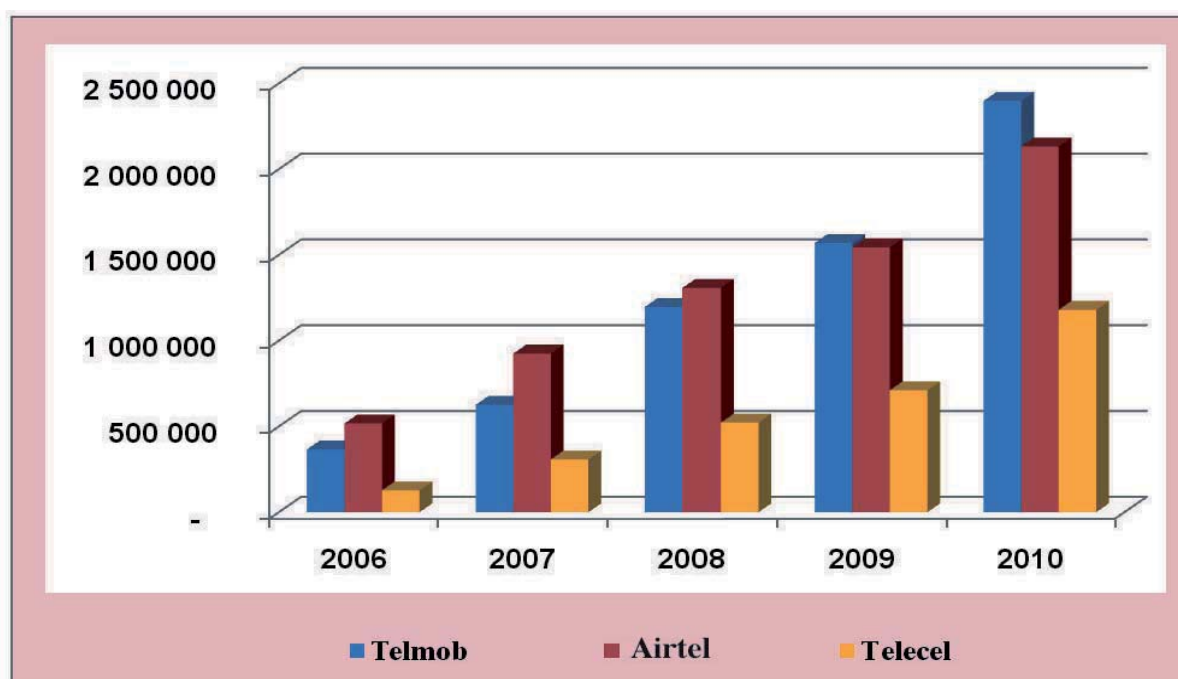
4) Vue d'ensemble du marché de la téléphonie mobile

Le tableau ci-dessous présente une vue d'ensemble du marché de la téléphonie mobile.

Données/Périodes	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Déc. 2009	Déc. 2010
Parc global d'abonnés	1 016 605	1 858 039	3 024 150	3 823 625	5 707 850
- Dont prépayés		1 841 673	3 015 479	3 804 340	5 692 796
- Dont postpayés		8 572	8 671	9 372	9 363
- Dont publiphones		7 794	---	9 913	5 691
Croissance nette		841 433	1 166 111	799 475	1 884 225
Croissance en %		82,77%	62,76%	26,43%	49,27%
Densité téléphonique	7,40%	13,53%	21,57%	25,11%	36,28%

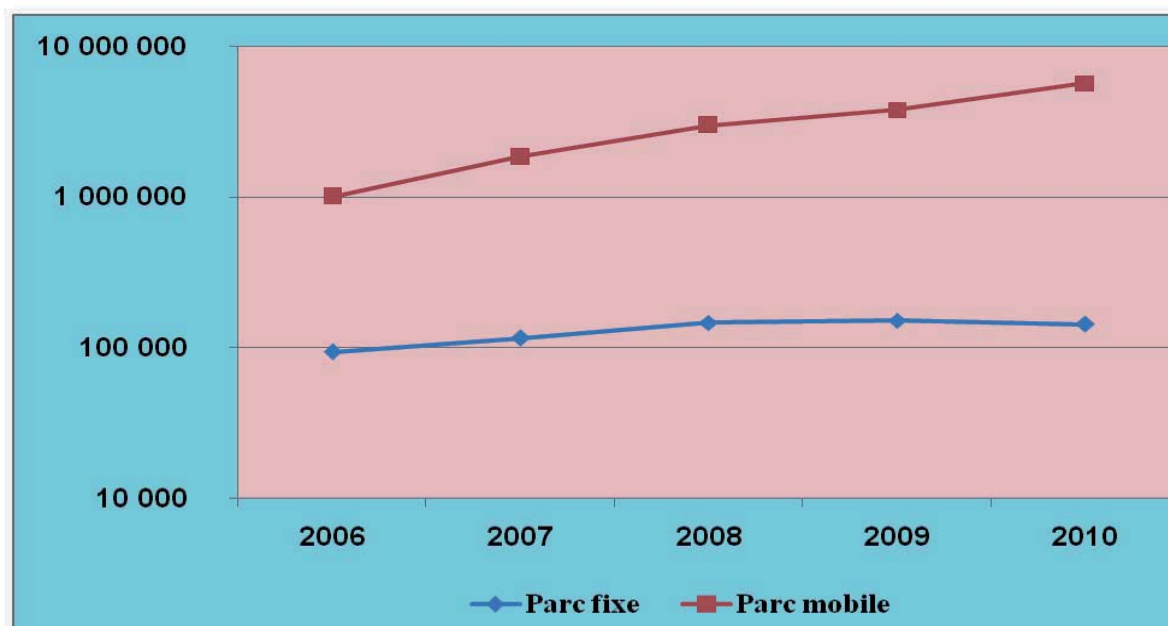
Les trois (03) opérateurs totalisent au 31 décembre 2010, un parc d'abonnés de 5 707 850 ; ce qui donne une télédensité mobile de 36,28 téléphones pour 100 habitants sur la base d'une population estimée à 15 730 977 habitants au 31 décembre 2010.

Graphique comparatif des parcs d'abonnés



5) Le marché de la téléphonie fixe et mobile

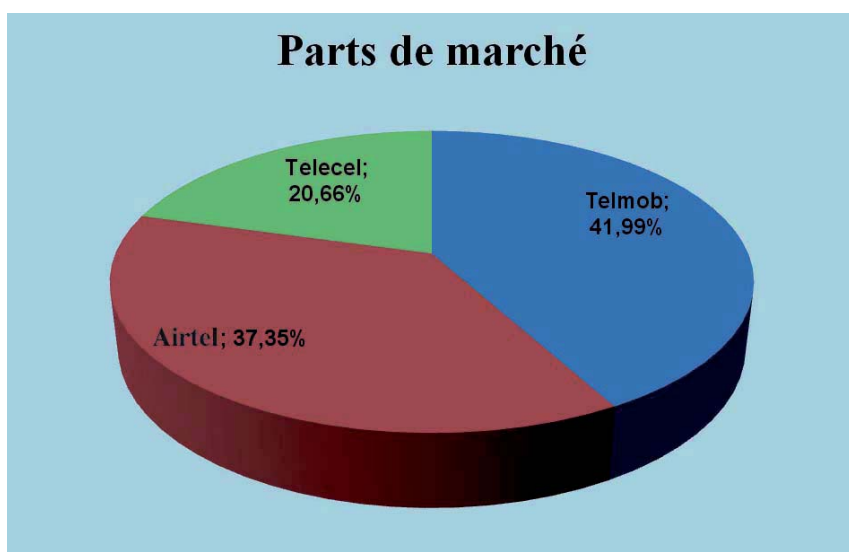
Le graphique ci-dessous illustre la répartition des marchés fixe et mobile au 31 décembre 2010.



Données/période	Déc. 2006	Déc. 2007	Déc. 2008	Déc. 2009	Déc. 2010
Parc fixe	94 756	116 746	148 157	152 461	143 963
Parc mobile	1 016 605	1 858 039	3 024 150	3 823 625	5 707 850
Parc global	1 111 363	1 974 785	3 172 307	3 976 086	5 851 813
Croissance globale nette		863 422	1 197 522	803 779	1 875 727
Croissance globale en pourcentage		77,69%	60,64%	25,34%	47,17%
Télédensité globale		14,09%	22,63%	26,11%	37,20%

Le parc d'abonnés fixes et mobiles au 31 décembre 2010 est de 5 851 813. Il se dégage alors une télé-densité globale de 37,20 téléphones pour 100 habitants.

Les données ci-dessus montrent l'évolution des réseaux des opérateurs due à l'extension des zones de couverture et à la croissance importante de leurs parcs d'abonnés. Cependant, les obligations de déploiement des réseaux par chacun des opérateurs n'ont pas été entièrement exécutées conformément aux dispositions du cahier des charges. La plupart des axes routiers restent à desservir intégralement. En considérant le parc d'abonnés de chacun des trois opérateurs, il se dégage, en terme de part de marché, 37,35% pour Airtel, 20,66 % pour Telecel et 41,99 % pour Telmob. Cette situation est illustrée par le graphique ci-après.



L'INTERNET

Au 31 décembre 2010, l'Autorité de régulation enregistre trente six (36) fournisseurs d'accès Internet (FAI) déclarés sur le marché de l'Internet. Seulement neuf (09) fournisseurs sont actifs dont Fasonet, la division Internet de l'ONATEL, qui occupe une position dominante sur ce marché.

PARC	DEC 2007	DEC 2008	DEC 2009	DEC 2010	Evolution en %
Bas débit (50,62%)					
RTC/RNIS	4 812	5 201	5 641	5625	0,28
CDMA< 100kb/s	NC	3 659	5 776	8923	54,48
Total	4 812	8 860	11 417	14 548	27,42
Haut débit (49,38%)					
ADSL	6 412	10 131	10 474	12 386	18,25
CDMA+ BLR	559	558	640	989	54,53
LL	320	135	833	818	1,80
Total	7 291	10 824	11 947	14 193	18,80
Nombre total d'abonnés	12 103	19 684	23 364	28 741	23,01

A ce jour, on remarque que la connexion bas débit occupe un pourcentage important, soit 50,62% ; cela prouve que l'internet haut débit au Burkina n'est toujours pas accessible à la population.

LES ACTIVITES DE REGULATION

Au cours de l'année 2010, l'Autorité de régulation a été présente sur plusieurs fronts en vue de renforcer la régulation des activités du secteur des communications électroniques. Ces actions de renforcement ont concerné aussi bien le cadre juridique que la gestion des ressources rares (le spectre des fréquences radioélectriques et les numéros), la gestion des noms de domaine et le règlement des litiges.

Les activités de régulation pour l'année 2010 s'articulent autour des principaux éléments suivants :

- le suivi et le contrôle des obligations et des engagements des opérateurs de communications électroniques ;
- le suivi de la stratégie du service universel : relecture du cahier des charges des opérateurs chargés de la fourniture du service universel et sélection d'un opérateur du service universel ;
- la relecture des cahiers des charges des opérateurs de téléphonie mobile (Airtel, Telecel et Telmob) ;
- l'élaboration d'un cahier des charges pour les opérateurs bénéficiaires du Wimax et l'appel d'offres pour l'attribution des bandes de fréquences pour le wimax ;
- l'adoption des nouveaux tarifs d'interconnexion ;
- la réalisation des études technico-économiques relatives au respect des dispositions du cahier des charges dans le cadre du renouvellement des licences ;
- l'instruction des demandes de licences individuelles et d'autorisations générales ;
- le traitement des demandes d'agrément et de déclarations de service à valeur ajoutée ;
- la mise en place du nouveau cadre réglementaire des communications électroniques suite à l'adoption de nouvelles lois qui consacrent l'extension des compétences de l'Autorité de régulation ;
- les missions et formations.

A/ LE RENFORCEMENT DU CADRE JURIDIQUE

Au cours de l'année 2010, les activités juridiques ont porté sur :

- la préparation des propositions et avis formulés par l'Autorité ;
- le règlement des litiges ;
- l'analyse des contrats soumis par les opérateurs à l'Autorité de régulation ;
- la relecture de décisions de l'Autorité de régulation et l'assistance aux autres directions ;
- les relations avec les conseils juridiques extérieurs ;
- les missions et formations.

Dans le cadre de l'évolution des textes législatifs et réglementaires du secteur, il a été procédé à l'examen, avant introduction au Conseil de régulation, des textes d'application de la loi n°061-2008/AN du 27

novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso et des lois adoptées en 2009 et 2010 relativement à l'extension des activités de l'Autorité de régulation.

Lors du processus de renouvellement des licences des opérateurs de téléphonie mobile, les actions ci-après ont été menées :

- la participation à l'élaboration du cahier des charges annexé à la licence des opérateurs ;
- l'élaboration de la convention de paiement échelonné de la redevance de renouvellement des licences des opérateurs ;
- la participation à l'élaboration du dossier d'appel d'offres pour l'attribution d'une licence individuelle globale pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques ouvert au public incluant la 3G au Burkina Faso.

Au cours de l'examen de certains textes, le Conseil de régulation a pris connaissance des nouvelles lois adoptées en 2009 et 2010 et dont la mise en œuvre consacre l'extension et le renforcement des compétences et attributions de l'Autorité de régulation. Il s'agit de :

- la loi n°045-2009/AN du 10 novembre 2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso ;
- la loi n°011-2010/AN du 30 mars 2010 portant règlementation de la gestion des noms de domaines sous le domaine de premier niveau .BF ;
- la loi n°027-2010/AN portant modification de la loi 061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques ;
- la loi n°028-2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation générale des activités postales au Burkina Faso.

Plusieurs études menées par l'Autorité de régulation ont été également examinées et adoptées par le Conseil de régulation au cours de ses sessions et qui ont porté notamment sur :

- la stratégie nationale de cybersécurité ;
- la stratégie nationale de mise en œuvre de la télévision numérique terrestre ;
- l'audit des obligations techniques des cahiers des charges des opérateurs GSM (TELMOB S.A., AIRTEL BURKINA FASO S.A. et TELECEL FASO S.A.) ;
- l'étude comparative des tarifs des communications électroniques dans l'espace UEMOA.

Tous les dossiers adoptés ont fait l'objet de décisions du Conseil de régulation.

Le détail des dossiers examinés par le Conseil de régulation est joint en annexe.

Compte tenu du volume important des dossiers soumis au Conseil de régulation, celui-ci a tenu en 2010

au total dix huit (18) sessions dont douze (12) sessions ordinaires et six (06) sessions extraordinaires au cours desquelles les dossiers ci-après ont été examinés et adoptés :

- les textes d'application de la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso dont :

- le projet de décret portant définition des procédures et des conditions attachées aux régimes des licences individuelles, autorisations générales et déclarations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux et services de communications électroniques ;
- le projet de décret portant fixation des taux et modalités de recouvrement des redevances, contributions et frais institués au profit de l'Autorité de régulation des communications électroniques ;
- le projet de décret portant définition des conditions générales d'interconnexion des réseaux et services de communications électroniques et d'accès à ces réseaux et services ;
- le projet de décret portant définition des procédures applicables à la gestion du spectre des fréquences radioélectriques ;
- le projet de décret portant définition des modalités de mise en œuvre de l'accès et du service universels des communications électroniques et des modalités de gestion du fonds pour l'accès et le service universels des communications électroniques ;
- le projet de décret portant définition des procédures de gestion du plan de numérotation ;
- le projet de décret portant modalités d'établissement et de contrôle des tarifs des services de communications électroniques ;
- le projet de décret définissant les conditions d'occupation du domaine public routier par les exploitants de réseaux de communications électroniques ouverts au public ;
- le projet de décret définissant les utilisateurs de fréquences radioélectriques exemptés du paiement des frais et redevances ou bénéficiant d'une réduction de leur montant ;
- le projet de décret définissant les obligations des opérateurs de communications électroniques en matière de conservation des données de trafic et de localisation ;
- le cahier des charges des réseaux de téléphonie mobile de 3ème génération ;
- le cahier des charges de la licence individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de fibre optique et de service de location de capacités ;
- les nouveaux cahiers des charges des opérateurs de téléphonie mobile GSM (TELMOB S.A., AIRTEL BURKINA FASO S.A. et TELECEL FASO S.A.) ;
- les catalogues d'interconnexion des opérateurs de télécommunications (ONATEL, TELMOB S.A., AIRTEL BURKINA FASO S.A. et TELECEL FASO S.A.) ;
- le rapport sur l'audit des obligations techniques des cahiers des charges des opérateurs de téléphonie mobile GSM (TELMOB S.A., AIRTEL BURKINA FASO S.A. et TELECEL FASO S.A.) ;
- l'étude portant stratégie de mise en œuvre de la Télévision Numérique Terrestre (TNT) au Burkina Faso ;
- les textes d'application de la loi n°028-2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation générale des activités postales au Burkina Faso comprenant :
 - le projet de décret portant modalités d'attribution des autorisations, détermination des redevances et gestion du fonds de compensation du service postal universel ;

- le projet de décret portant concession d'exploitation du service postal universel à l'opérateur postal désigné ;
- le projet de décret portant limites de poids et de prix des prestations relevant du service postal universel ;
- le projet de décret portant fixation des normes de couverture territoriale, de qualité de service et d'encadrement tarifaires du service postal universel ;
- le projet de décret portant approbation du cahier des charges de l'opérateur postal désigné.
- le projet de décret portant approbation du cahier des charges des opérateurs autorisés ;
- les états financiers de l'exercice 2009 de l'Autorité de régulation ;
- le projet de budget exercice 2011 de l'Autorité de régulation.

B / LA GESTION DES FRÉQUENCES

Les activités de gestion et de contrôle du spectre des fréquences radioélectriques et de la numérotation au cours de l'année 2010 ont porté sur :

- la gestion et l'assignation des radiofréquences ainsi que la surveillance des conditions d'utilisation ;
- l'attribution des ressources en numérotation et la gestion du plan de numérotation ;
- le suivi du respect de la réglementation en vigueur et des termes des licences, autorisations et déclarations accordées dans le secteur des communications électroniques ;
- l'autorisation ou la réglementation de l'enregistrement, de l'administration et de la gestion des noms de domaine et la fourniture d'un mécanisme structuré pour leur gestion.



Le centre de Yimdi assure le contrôle des fréquences

LES ACTIVITES DE GESTION ET DE CONTROLE DES RESSOURCES RARES

Le bilan des activités se présente ainsi :

Suivi de projets

Le projet d'acquisition des équipements de gestion et de contrôle du spectre est dans sa phase d'exécution après la signature du contrat en fin 2009 entre le Gouvernement et le fournisseur américain TCI. Le projet vise à doter l'Autorité de régulation d'un système évolué de gestion et de contrôle du spectre des fréquences radioélectriques lui permettant d'accomplir efficacement ses missions dans le domaine de l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques.

Deux agents de l'Autorité de régulation ont pris part à Fremont (USA) à la formation ainsi qu'à la réception en usine des équipements. Au 31 décembre 2010, tous les équipements comprenant les stations fixes et mobiles ont été expédiés et sont attendus à Ouagadougou en fin janvier 2011. Un véhicule 4X4 de marque Toyota a été livré au mois d'août 2010 par TCI.

Une équipe du fournisseur a effectué une mission de survey aussi bien à Ouagadougou au siège de l'Autorité de régulation qu'à Yimdi et Bobo Dioulasso où seront installés les équipements au cours du premier trimestre 2011. Les travaux de construction du centre de contrôle de Bobo Dioulasso sont dans la phase de finition et leur réception provisoire interviendra également au premier trimestre 2011.

Planification du spectre

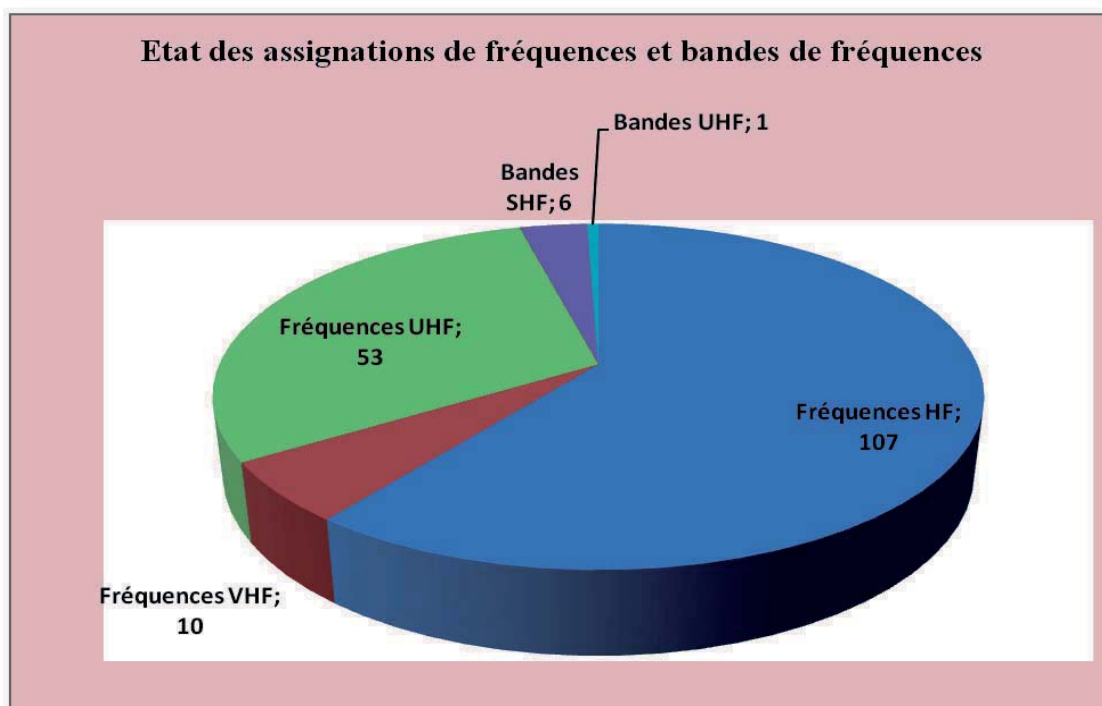
En vue de l'attribution de licences pour l'exploitation de réseaux mobiles de 3ème génération (3G), le plan de répartition des fréquences entre les opérateurs dans la bande 2 GHz a été élaboré. En outre, un réaménagement des bandes GSM a été effectué afin d'allouer des ressources spectrales à un 4ème opérateur mobile.

Dans le cadre de l'étude sur la stratégie de développement des réseaux et services de communications électroniques ouverts au public, le cabinet ICEA/JIDCOM a élaboré un projet de révision du Plan national d'attribution des fréquences (PNAF) du Burkina Faso qui devra être adopté par un décret.

Préalablement à la réunion de coordination des fréquences aux frontières entre le Burkina Faso et le Mali, il a été proposé un plan de répartition des fréquences en canaux préférentiels. Il faut signaler aussi l'élaboration d'un plan de répartition des fréquences pour le service GSM ainsi qu'une procédure de coordination des réseaux 3G, CDMA et BLR des opérateurs, lors de la réunion de coordination au Niger.

Assignations, octrois de licences, autorisations, agréments

Au cours de l'année 2010, les fréquences et les bandes de fréquence assignées aux stations de radio-communication de services étatiques, du privé, et de missions diplomatiques se présentent suivant le graphique ci-dessous.



Au 31 décembre 2010, le fichier national de fréquences compte deux mille cinq cent quarante deux (2 542) assignments contre deux mille six cent quatre-vingt douze (2 692) en 2009.

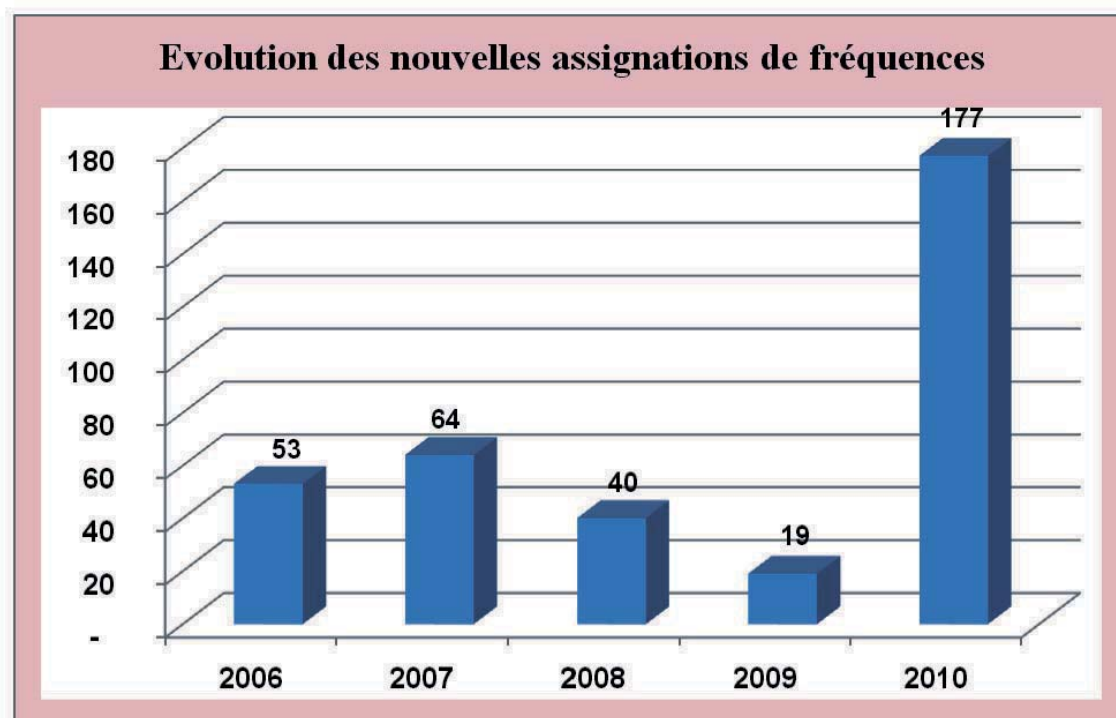
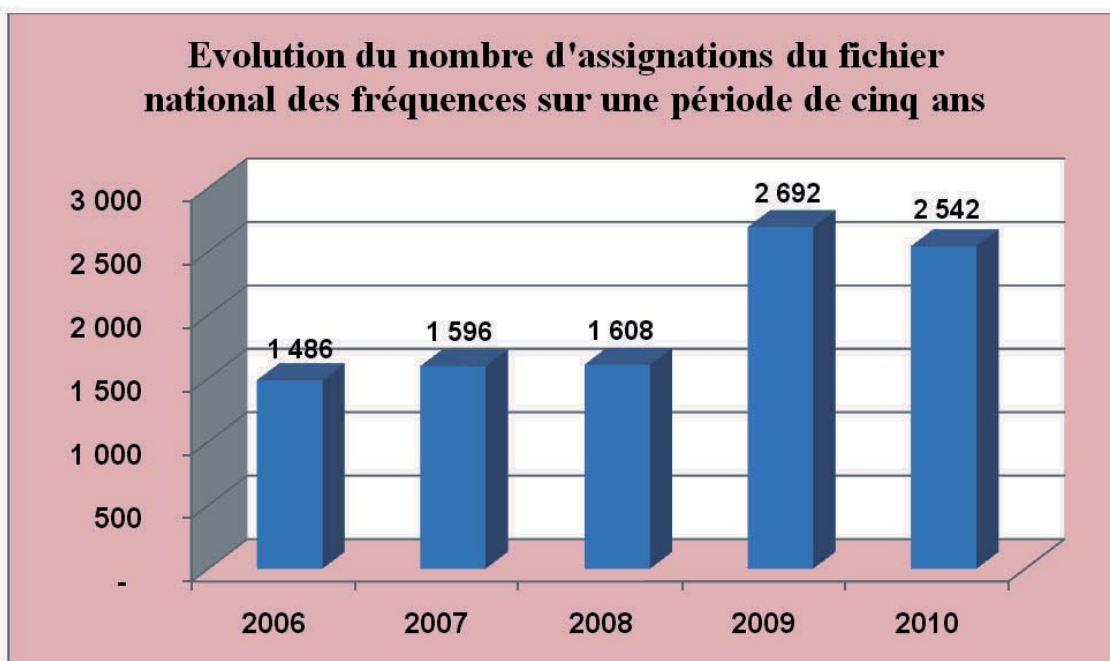
Ces assignments sont ainsi réparties :

- fréquences HF : 442 assignments ;
- fréquences VHF/UHF/SHF : 2 100 assignments.

La baisse du nombre des assignments par rapport à l'année 2009 s'explique par les deux faits suivants :

- toutes les assignments faites en 2009 par le Conseil Supérieur de la Communication (CSC) aux promoteurs de radiodiffusion sonore, télévisuelle et MMDS non encore fonctionnelles ont été supprimées du fichier en attendant leur mise en service effective ;
- plusieurs concessionnaires dont les réseaux ne fonctionnent plus, ou sont totalement démontés ont demandé des résiliations en fin d'année 2009.

Les graphiques ci-dessous indiquent l'évolution du nombre d'assignments sur la période de 2006 à 2010.



Traitement administratif des dossiers de demandes de spectres

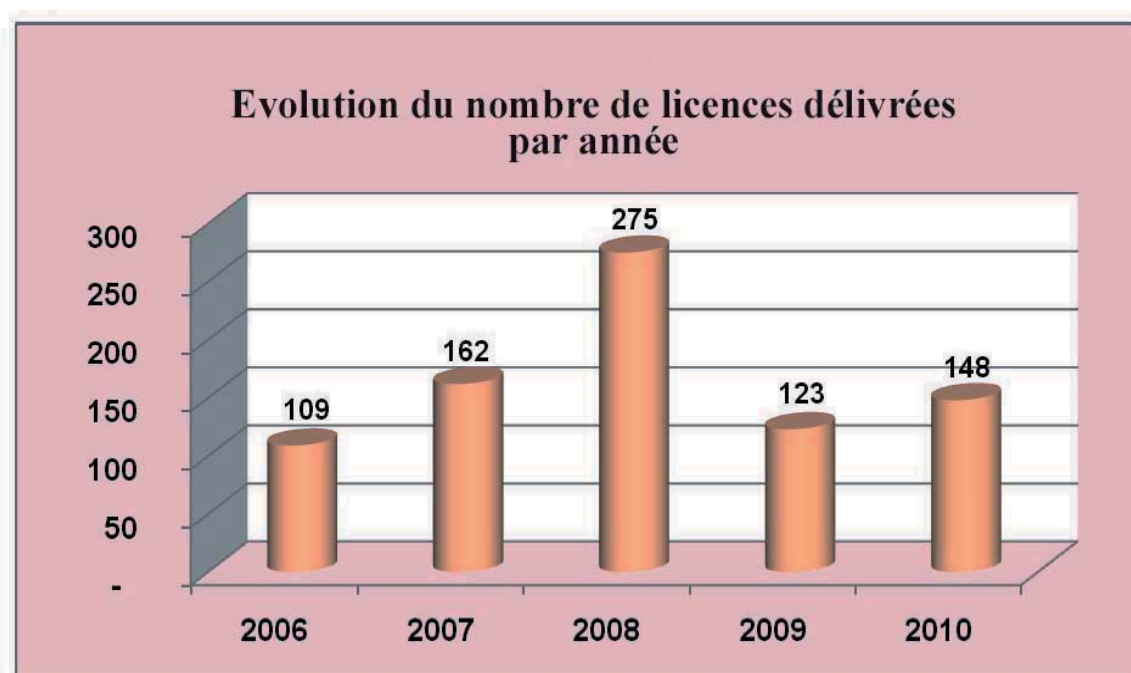
Cinquante six (56) dossiers relatifs à l'utilisation du spectre ont été traités contre cinquante quatre (54) en 2009 à la même période.

Délivrance et renouvellement des autorisations et licences d'utilisation du spectre

Le traitement des demandes de spectre a abouti à la délivrance de cent quarante huit (148) licences et treize (13) autorisations d'utilisation du spectre contre respectivement cent vingt (120) et cinq (05) en 2009. La décomposition des licences délivrées au cours de l'année 2010 se présente comme suit :

- douze (12) VSAT ;
- six (06) Amateurs ;
- quatre (04) Aéronefs ;
- huit (08) radiodiffusions FM ;
- trente sept (37) PMR VHF ;
- soixante sept (67) PMR UHF ;
- trois (03) PMR HF ;
- onze (11) réseaux BLR.

Le graphique ci-après donne l'évolution du nombre de licences délivrées sur une période de cinq (05) ans.



Suivi des redevances radioélectriques

Au 31 décembre 2010, des informations et pièces comptables reçues de la Direction financière et comptable (DFC), il ressort que deux cent cinquante un (251) services (anciens et nouveaux concessionnaires) exploitant différentes stations de radiocommunication ont été facturés. Trente et une (31) nouvelles demandes parmi les dossiers traités ont fait l'objet d'établissement de devis.

C/ LA GESTION DES NUMEROS ET DES NOMS DE DOMAINE

Il s'agit de répertorier les activités de mise en place de la base de données des ressources et des noms de domaines de même que la gestion du plan de numérotation et l'attribution des ressources en numérotation. A cela, s'ajoute la gestion des noms de domaines et des adresses IP des numéros courts, verts et des points sémaphores.

Mise en place de la base de données des ressources rares et des noms de domaine

La base de données fournira les informations ci-après :

- nombre de fréquences et bandes de fréquences du fichier national ;
- nombre de BTS par opérateur mobile ;
- nombre de liaisons FH Backbone et urbaines des opérateurs ;
- nombre de canaux radioélectriques alloués dans les bandes de 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz aux opérateurs mobiles 2G et 3G ;
- puissances d'émission des installations radioélectriques ;
- capacité en bits/s des liaisons radioélectriques ;
- nombre de VSAT et de stations terriennes ;
- nombre d'AB, PQ et points sémaphores attribués ;
- nombre de noms de domaines attribués ;
- nombre de licences délivrées ;
- nombre d'agréments délivrés ;
- nombre de stations radioélectriques des permissionnaires.

Gestion du plan de numérotation

Les demandes de ressources en numérotation ont concerné les AB, les PQ, les numéros courts, les numéros verts et les points sémaphores. Les principaux consommateurs de ressources en numérotation sont :

- l'ONATEL : AB et PQ, points sémaphores ;
- les trois (03) opérateurs mobiles (AIRTEL, TELECEL, TELMOB) : AB, PQ, points sémaphores, numéros courts ;
- les fournisseurs d'Accès Internet (FAI) : numéros courts, points sémaphores ;

- les établissements bancaires ;
- les services étatiques : numéros verts et courts ;
- les Institutions et missions diplomatiques : numéros courts et verts ;
- les ONG : numéros courts et verts ;
- les entreprises commerciales.

Les attributions de ressources en numérotation en 2010 se présentent comme suit :

Attribution des ressources en numérotation

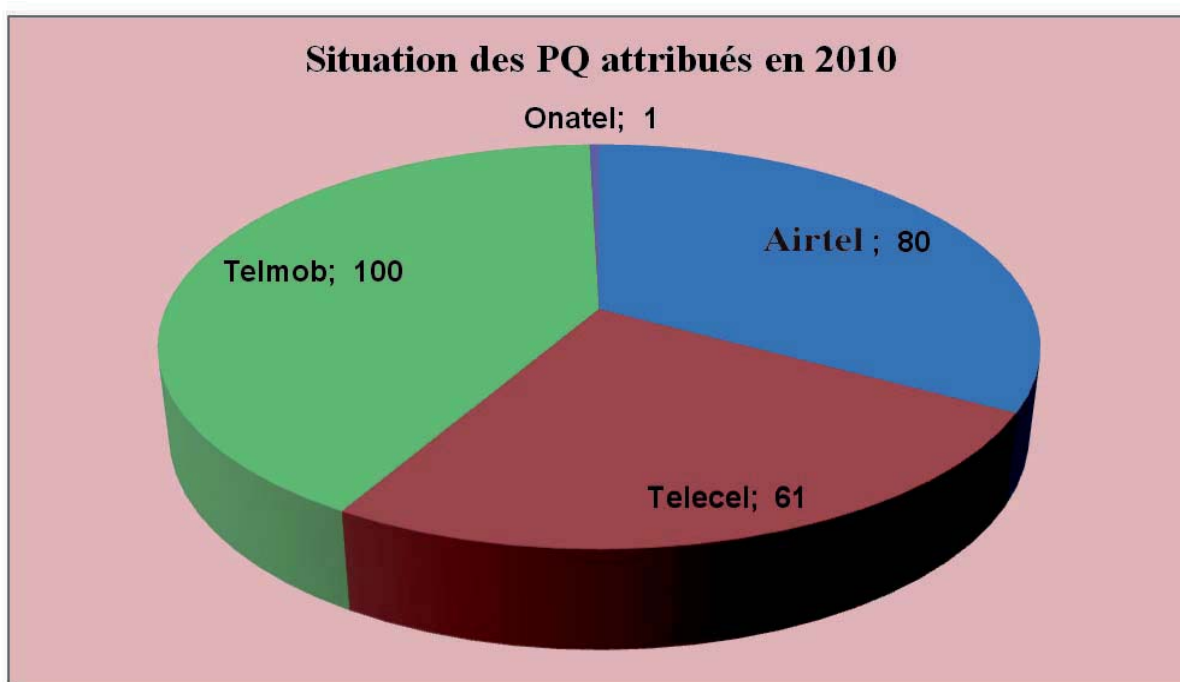
AB et PQ

Deux (02) AB ont été attribués à Télécel (79) et à Telmob (73).

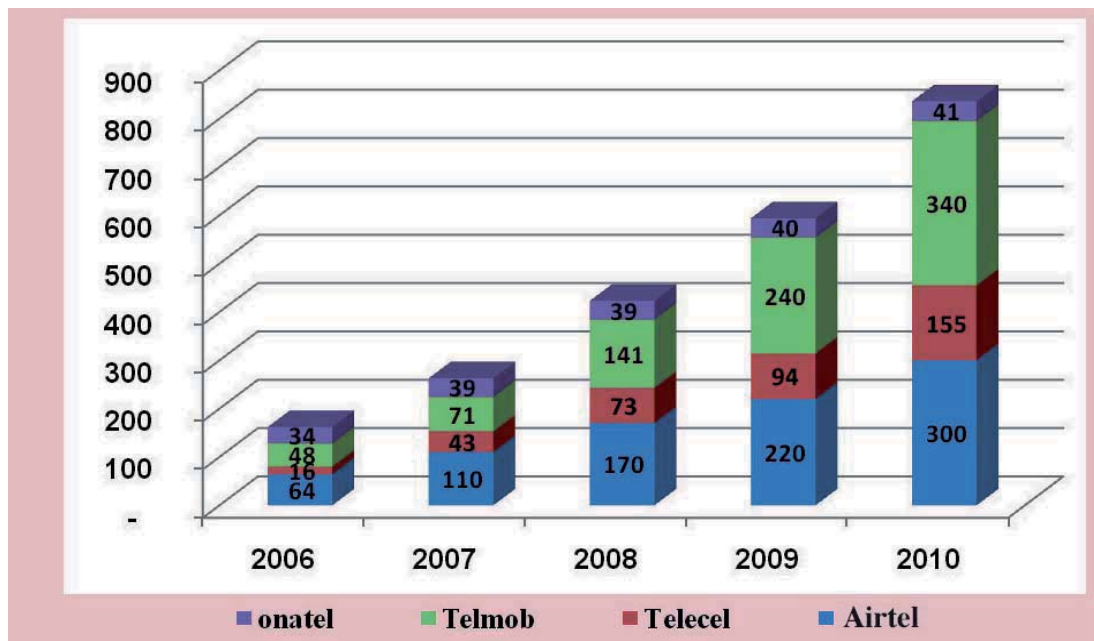
Deux cent quarante deux (242) PQ ont été attribués aux opérateurs de téléphonie mobile. Les graphiques ci-après indiquent :

- la répartition des 242 nouveaux PQ attribués en 2010 ;
- la situation des PQ attribués par opérateur de 2006 à 2010 ;
- la situation d'ensemble des PQ attribués de 2006 à 2010.

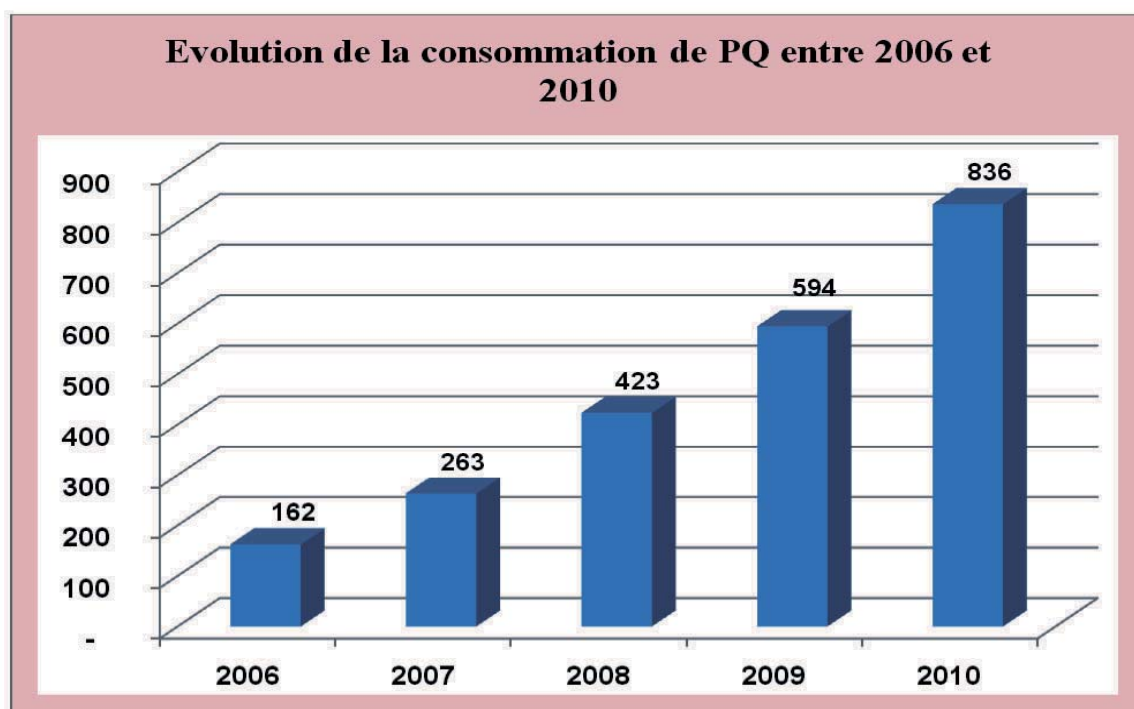
Graphique 1 : répartition des 242 nouveaux PQ attribués en 2010



Graphique 2 : situation des PQ attribués par opérateur de 2006 à 2010



Graphique 3 : situation d'ensemble des PQ attribués de 2006 à 2010



Le nombre de PQ (blocs de 10 000 numéros) à huit (08) chiffres attribués en 2010 est de deux cent quarante deux (242) contre cent soixante onze (171) en 2009 soit un taux de progression de 41,52%.

Douze (12) numéros verts, vingt-sept (27) numéros courts et un (01) point sémaphore ont été affectés à différents utilisateurs du secteur privé et de l'Administration publique.

L'examen du plan national de numérotation à huit (08) chiffres en vigueur depuis 2004 a fait ressortir à la date du 31 juillet 2010 un taux d'utilisation de 90% pour la série A = 7 affectée aux opérateurs de téléphonie mobile tandis que les séries A = 2, 4 et 5 réservées aux opérateurs de téléphonie fixe affichent un taux de consommation de 1,3% de ressources en numérotation.

Au vu du niveau d'utilisation de la série A = 7, une proposition de réaménagement du plan national de numérotation a été élaborée.

Numéros courts, verts et points sémaphores

En plus des opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public, les numéros courts, numéros verts, les points sémaphores sont demandés par d'autres acteurs pour prester des services à valeurs ajoutées. Ainsi, les actions suivantes relatives à la gestion du plan national de numérotation ont été réalisées :

- attribution de trente deux (32) numéros courts ;
- attribution de treize (13) numéros verts ;
- attribution d'un (01) numéro de code point sémaphore national.

Gestion des noms de domaine et des adresses IP

La gestion des noms de domaine est réalisée avec la collaboration de l'ONATEL S.A., responsable du maintien de la plateforme technique. De nouvelles procédures sont en cours d'étude pour une meilleure gestion des noms de domaine. Au cours de l'année 2010, les activités suivantes ont été menées :

- la soumission d'une requête de redélégation des noms de domaine auprès de l'instance internationale ICANN (Internet corporation for Assigned Names and Numbers) et fourniture des documentations lors des échanges ;
- la participation à la rencontre ICANN N°38 de Bruxelles en Juin 2010 et à la rencontre ICANN N°39 de Carthagène des Indes en Décembre 2010 ;
- la mise en place d'une structure associative NIC (Network Information Center) Burkina pour la gestion des noms de domaine, structurée en deux (02) organes : la Commission d'orientation du NIC Burkina et le Comité NIC Burkina ;

- l'élaboration de la charte de nommage des noms de domaine ;
- l'élaboration des Termes de référence pour le recrutement d'un consultant en vue de proposer des cahiers de charges avec les Registrars ;
- la création de vingt trois (23) noms de domaine suivant le tableau ci-après :

	Noms de domaine	Prestataires	Observations
1	apfg.bf	Virtue Ventures	Prestataire extérieur
2	blaisecompaore2010.bf	Intrapole	
3	camco.bf	Sofnet Burkina	
4	ccia.bf	Exoca France	Prestataire extérieur
5	oci.bf	Exoca France	Prestataire extérieur
6	chronopost.bf	Domainoo	Prestataire extérieur
7	eauburkina.bf	OVH France	Prestataire extérieur
8	fasobit.bf	OVH France	Prestataire extérieur
9	fonadr.bf	River Telecom	
10	gohoto.bf	Gohoto	Prestataire extérieur
11	monsanto.bf	Safenames Ltd	Prestataire extérieur
12	oseo-burkina.bf	Onatel SA	
13	pixelplus.bf	Rich Media	
14	policemunicipaleouaga.bf	Onatel SA	
15	promopub.bf	Onatel SA	
16	pyramide.bf	Rich Media	
17	rgsp.bf	Softnet Burkina	
18	smak-inter.bf	Onatel SA	
19	societegenerale.bf	Nameshield	Prestataire extérieur
20	act.bf	Onatel SA	
21	ehktrading.bf	Onatel SA	
22	mediacom.bf	Onatel SA	
23	ftf.bf	Onatel SA	

Au niveau de l'activité de cyber sécurité, l'année 2010 a connu une évolution notable dans ce domaine à travers la réalisation de deux (2) études majeures :

- l'élaboration d'un plan national de cyber sécurité avec le soutien de l'UIT par le recrutement d'un consultant pour l'élaboration dudit plan ;
- l'étude en cours sur la mise en œuvre d'un Centre national de lutte contre la cybercriminalité (CERT).

Etudes et révision de textes réglementant la radioélectricité

Au cours de la période sous revue, la DOPRR a participé activement à l'élaboration de plusieurs dossiers et projets de textes dont :

- les TDR pour le lancement du processus de mise en œuvre de la TNT d'une part, et pour les mesures de champs électromagnétiques d'autre part ;
- la finalisation de l'étude sur la télévision numérique de terre et visite des installations de l'opérateur de diffusion tunisien du 22 au 26 novembre 2010 à Tunis ;
- la restitution de l'étude sur la stratégie de mise en œuvre de la TNT au Burkina Faso qui a eu lieu à Ouagadougou le 30 novembre 2010 ;
- le renouvellement des licences des opérateurs de téléphonie mobile ;
- l'étude sur la stratégie de développement des réseaux et services de communications électroniques ;
- le projet de décret portant définition des procédures applicables à la gestion du spectre des fréquences radioélectriques ;
- le projet de décret portant fixation des taux et modalités de recouvrement des redevances, contributions et frais institués au profit de l'Autorité de régulation ;
- la préparation des points de vues préliminaires du Burkina Faso pour les travaux de la CMR-12 ;
- la contribution à l'étude du CONASUR sur les télécommunications d'urgences ;
- la relecture des projets de cahier des charges des opérateurs de téléphonie mobile ;
- le projet d'appel d'offres pour la 4ème licence ;
- l'étude du cabinet ICEA (volets plan national d'attribution des bandes de fréquences et barème des redevances d'usage des fréquences) ;
- le nouveau plan national d'attribution des fréquences du Burkina par le cabinet ICEA qui sera bientôt adopté par un décret.

Contrôle de l'utilisation du spectre

On distingue quatre (04) types de contrôle du spectre qui sont :

- le contrôle du fichier national des fréquences ;
- le contrôle international du spectre ;
- les contrôles spéciaux du spectre ;
- le contrôle ordinaire du spectre.

Contrôle du fichier national des fréquences

Cette activité permet de vérifier les données techniques et l'état de fonctionnement des réseaux et stations de radiocommunication autorisés en écoutant et en visualisant si possible les signaux d'émission. Au cours de la période sous revue, le contrôle a permis de vérifier cent vingt sept (127) fréquences toutes gammes confondues sur un total de deux mille six cent quatre vingt douze (2 692). Ce résultat faible s'explique par une panne de l'équipement de contrôle survenue au mois de mai 2010.

En outre les fréquences des réseaux ou stations fonctionnant dans la bande HF et dans les bandes supérieures à 1 GHz n'ont pas été contrôlées, les équipements du centre de contrôle ne permettant pas d'effectuer lesdites mesures. De même, les fréquences d'émissions dans les gammes VHF et UHF des stations situées hors de la zone de réception des installations fixes de contrôle font partie de celles qui n'ont pas été vérifiées.

Contrôle international du spectre

Les équipements du centre de contrôle de Somgandé ne permettent pas de participer au contrôle international du spectre organisé par l'UIT.

Contrôles spéciaux

Ces contrôles s'effectuent soit à la demande du service gestion technique du spectre pour des nouvelles assignations de fréquences, soit pour des cas de résolutions de brouillages. Ainsi, au cours de la période sous revue, quatre (04) fréquences ont été contrôlées.

Contrôle ordinaire du spectre

Ces contrôles permettent de déterminer le niveau d'occupation du spectre de fréquences, l'identification des sources de brouillages, la vérification de la conformité des caractéristiques techniques et opérationnelles des signaux afin de déceler et d'identifier les émetteurs qui fonctionnent dans l'illégalité. Au cours de l'année 2010, ce contrôle n'a pas pu être effectué pour raison de manque d'équipements de mesure adéquats.

Traitement de cas de brouillage

Deux (02) cas de plainte ont été enregistrés au cours de la période :

- plainte pour brouillage sur la fréquence 120,3 MHz de la Tour de Contrôle de l'ASECNA à Ouagadougou ; ce brouillage provoqué par la Radiodiffusion FM dénommée RADIO RIDWANE a été résolu après l'intervention des techniciens de ladite station ;
- plainte de certains téléspectateurs du secteur 28 de Ouagadougou pour brouillage des signaux de réception télévisuelle causé par la station « Impact TV » ; les investigations menées par les équipes de l'Autorité de régulation n'ont pas permis d'établir le bien fondé du phénomène.

Inspection des stations radioélectriques

Les inspections des stations radioélectriques permettent :

- d'effectuer un contrôle approfondi des installations radioélectriques ;
- de comparer l'état réel des sites par rapport aux termes des licences pour les stations autorisées ;
- de régulariser la situation d'installation modifiée ou inconnue ;
- d'aider à la mise à jour du fichier national de fréquences.

Les inspections inopinées effectuées sur toute l'étendue du territoire ont permis de contrôler deux cent soixante sept (267) stations se répartissant comme suit :

- cent cinquante six (156) stations de réseaux radio indépendants ;
- cent un (101) stations de radiodiffusion sonore FM ;
- dix(10) stations de radiodiffusion TV.

Ces contrôles ont permis de constater des irrégularités portant sur :

- des réseaux en panne ;
- des permissionnaires n'ayant jamais installé leurs réseaux ;
- des changements non autorisés de site ;
- des extensions non autorisées de réseaux ;
- des stations ou des réseaux sans licences d'exploitation.

En résumé, l'année 2010 aura été marquée au niveau de cette rubrique par la révision et l'élaboration de textes relatifs à la réglementation de l'utilisation du spectre, de la numérotation et des noms de domaines. Les différents textes qui seront adoptés permettront d'assurer une gestion plus transparente et efficace de ces ressources indispensables pour le développement des TIC.

Il est à noter que l'exécution du projet d'acquisition des équipements de gestion et de contrôle du spectre de fréquences radioélectriques est à un stade très avancé. Les équipements ayant été livrés en décembre 2010, leur installation et leur mise en service sont prévus pour le premier trimestre 2011.

L'exploitation judicieuse de ces équipements nécessite toutefois le renforcement des équipes par un personnel qualifié et à cet effet, il est prévu le recrutement au cours du premier trimestre 2011, de trois (03) agents.

D - L'INTERCONNEXION

Interconnexion et accès aux réseaux

La réglementation sur les communications électroniques rend obligatoire, pour les opérateurs de réseaux de communications électroniques ouverts au public, l'interconnexion et l'accès aux réseaux et aux ressources associées.

A cet effet, l'Autorité de régulation se doit de veiller à l'existence de lignes directrices pour la négociation des contrats d'interconnexion, à la transparence des contrats d'interconnexion et à la publication des catalogues d'interconnexion.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'Autorité de régulation a procédé à l'approbation des catalogues d'interconnexion 2010 de tous les opérateurs.

Approbation des catalogues et des conventions d'interconnexion

Les opérateurs de réseaux de communications électroniques ouverts au public désignés comme puissants sont tenus, en application de la loi portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques, de publier chaque année une offre technique et tarifaire d'interconnexion.

Cette offre doit être préalablement soumise à l'approbation de l'Autorité de régulation au plus tard le 30 avril de chaque année.

Tous les opérateurs ont transmis à l'Autorité de régulation, dans les délais impartis leurs projets de catalogue 2010 et le conseil de régulation a procédé à leur approbation.

Les conventions d'interconnexion signées entre les opérateurs de communications électroniques en vue de l'interconnexion de leurs réseaux continuent de régir leurs relations. Aucune nouvelle convention n'a été soumise à l'approbation de l'Autorité de régulation au cours de l'année 2010.

Etablissement des tarifs d'interconnexion

Les tarifs d'interconnexion sont établis dans le respect du principe d'orientation vers les coûts à travers une évaluation conséquente des coûts des réseaux.

L'évaluation des coûts d'interconnexion est en principe réalisée chaque année par les opérateurs et communiquée à l'Autorité de régulation.

Dans le but de disposer des éléments pour la détermination des tarifs d'interconnexion, l'Autorité de régulation a réalisé en août 2010 avec l'appui de Télécom Paris Tech un audit des coûts de terminaison sur les réseaux mobiles et fixe.

L'exploitation des résultats de ces audits et les négociations avec l'ensemble des opérateurs du secteur ont permis la fixation des nouveaux tarifs d'interconnexion à 25 F CFA par minute.

En outre, le tarif plancher de terminaison du trafic d'interconnexion international entrant fixé à 70 FCFA HT en heures pleines par l'Autorité de régulation est toujours en vigueur.

E - LE SUIVI DES OPÉRATEURS ET DES FOURNISSEURS DE SERVICES

Mise en œuvre du nouveau cadre réglementaire des communications électroniques

Le cadre juridique de la régulation des communications électroniques a connu des évolutions importantes marquées par l'adoption de nouvelles lois qui consacrent l'extension et le renforcement des compétences de l'Autorité de régulation des communications électroniques prévues par la loi n° 061/2008/AN du 27 novembre 2008. Il s'agit de :

- la loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso ; cette loi confère à l'Autorité de régulation les fonctions d'accréditation, de contrôle et de médiation dans le domaine des services et transactions électroniques ;
- la loi n° 011-2010/AN du 30 mars 2010 portant réglementation de la gestion des noms de domaine sous le domaine de premier niveau .BF ; aux termes de cette loi l'Autorité de régulation est désignée comme registre chargé de la gestion et de l'administration du domaine national de premier niveau .BF ;

- la loi n° 027-2010/AN du 25 mai 2010 portant modification de la loi n° 061/2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso ; elle étend les compétences de l'Autorité de régulation à la régulation des activités postales ;
- la loi n° 028-2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation générale des activités postales au Burkina Faso qui consacre la régulation du secteur postal ;

Les textes d'application de ces lois sont en cours d'adoption ou d'élaboration.

L'étude sur l'élaboration de la stratégie de développement des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso lancée par l'Autorité de régulation comportait plusieurs volets dont celui consacré à l'élaboration du nouveau cadre réglementaire des communications électroniques suite à l'adoption de la loi n° 061/2008/AN du 27 novembre 2008.

L'élaboration du cadre réglementaire se base sur une stratégie de segmentation du marché des services de communications électroniques ouverts au public identifiés en catégories de réseaux et services pour l'attribution des licences afin de stimuler la concurrence et de favoriser la convergence. Pour chaque catégorie de réseaux ou de services pouvant être établi, l'étude a indiqué le nombre maximum de licences à délivrer en tenant compte du marché, des impératifs d'aménagement du territoire et des ressources essentielles disponibles. En outre, un dossier d'appel d'offres type, un cahier des charges type et un chronogramme de délivrance des licences ont été proposés.

Des recommandations pour l'optimisation de la gestion des fréquences ont également été intégrées dans l'approche d'élaboration du nouveau cadre réglementaire.

Les propositions et recommandations ci-dessus ont permis donc l'élaboration des textes d'application de la loi n° 061/2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications au Burkina Faso. Au début de l'étude seul le décret n° 2009-346/PRES/PM/MPTIC du 25 mai 2009 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation était élaboré et adopté.

Aussi, l'ensemble des textes réglementaires d'application rappelés au point A (activités du Conseil de régulation) ont été élaborés et soumis à l'approbation du Conseil de régulation puis à l'adoption du Conseil des ministres.

L'élaboration et la mise en œuvre de ce nouveau cadre réglementaire donne ainsi à l'Autorité de régulation notamment les instruments juridiques permettant de prendre des actions et des décisions bien informées et bien fondées en ce qui concerne la régulation du secteur.

Instruction des demandes de licences individuelles et d'autorisations générales

Les arrêtés attribuant les autorisations d'établissement et d'exploitation de réseaux de téléphonie mobile cellulaire GSM ouverts au public sur le territoire national à Telmob S.A., Airtel Burkina Faso S.A. et Telecel Faso S.A. prévoyaient en leur article 3, la durée des autorisations, la possibilité de leur renouvellement à condition que les prescriptions des cahiers des charges annexés aient été respectées et sous réserve du paiement de tout droit ou redevance de renouvellement exigible. Le renouvellement de l'autorisation/licence devra être demandé par écrit au moins un mois avant son expiration.

Les opérateurs de téléphonie mobile dont les licences arrivaient à échéance en mai 2010 ont introduit auprès du gouvernement leur demande de renouvellement desdites licences.

Le gouvernement, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement des réseaux et services de communications électroniques basée sur le nouveau cadre juridique des communications électroniques, de la conduite du processus de renouvellement des licences et dans le souci de permettre une gestion transparente du secteur, respectant le principe de l'égalité de traitement de tous les opérateurs, a décidé du renouvellement de la licence de Telmob S.A. en mai 2010.

En vue de préparer et de conduire dans la plus grande objectivité et transparence le processus d'instruction des demandes de renouvellement des licences, l'étude sur la stratégie réalisée pour l'Autorité de régulation comportait un volet relatif au renouvellement des licences et à la migration vers des réseaux de nouvelle génération.

En effet, la stratégie proposée à l'issue de l'étude a défini les conditions techniques, financières et réglementaires de renouvellement des autorisations d'établissement des réseaux GSM arrivées à terme en mai 2010.

Aussi, l'Autorité de régulation a-t-elle réalisé un audit des obligations des cahiers des charges des opérateurs mobiles.

Les résultats de l'étude sur la stratégie dans son volet renouvellement des licences combinés avec l'audit des obligations des cahiers des charges ont permis à l'Autorité de régulation d'élaborer un rapport sur l'exécution des dispositions du cahier des charges de chaque opérateur au 28 février 2010.

Le rapport est élaboré suivant les dispositions du cahier des charges annexé aux autorisations des opérateurs afin de permettre au Gouvernement d'apprécier l'évolution des réseaux depuis leur établissement et leur mise en service en janvier 2001 et de prendre la décision de renouveler ou non ces licences, conformément à l'article 3 des arrêtés d'autorisation.

Ce rapport met un accent particulier sur les modalités de l'autorisation qui comporte les dispositions relatives au contrôle de la société, à la couverture et au déploiement du réseau, à la qualité de service, aux redevances et contributions, à l'utilisation des ressources burkinabé.

Sur la base des éléments du rapport, le gouvernement a décidé du renouvellement des licences des trois opérateurs aux conditions suivantes :

- le paiement de la redevance de renouvellement fixé par décret ;
- le règlement des arriérés dus à l'Autorité de régulation et au Fonds du service universel ;
- le respect strict du nouveau cahier des charges.

Ainsi, de nouveaux cahiers des charges ont été élaborés, négociés et paraphés entre l'Autorité de régulation et chaque opérateur ; ce qui a permis le renouvellement des licences des trois opérateurs pour une période de dix (10) ans.

En outre, l'Autorité de régulation a entamé avec l'ensemble des opérateurs Telmob S.A., Celtel Burkina Faso S.A. et Telecel Faso S.A. le processus d'attribution des licences 3G à travers notamment l'élaboration et la négociation des cahiers des charges y relatifs. Les opérateurs qui le désirent pourront donc obtenir la licence 3G après signature du cahier des charges et paiement du montant de la redevance d'attribution.

Au cours de l'année 2010, l'Autorité de régulation a également instruit une demande de changement de contrôle indirect de Celtel Burkina Faso et une demande de changement de dénomination et de marque commerciale de Celtel Burkina Faso. L'instruction de ces demandes a conduit à l'acceptation du changement de contrôle indirect et de dénomination de Celtel Burkina Faso.

L'Autorité de régulation a aussi enregistré deux demandes de licences individuelles pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de fibre optique et de location de capacités respectivement de Orange Niger et de Globacom Ltd du Nigéria. Ces demandes ont fait l'objet d'instruction qui a conduit à la délivrance d'une licence à une filiale de Globacom Ltd créée au Burkina Faso. L'attribution de la licence à Orange Niger est en cours.

Par ailleurs, en vue d'attribuer une nouvelle licence individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques ouvert au public au Burkina Faso, il a été procédé au lancement d'un appel d'offres international déclaré infructueux pour absence d'offre.

Agréments et déclarations de services à valeur ajoutée

L'Autorité de régulation a, au cours de la période sous revue délivré :

- dix huit (18) nouveaux agréments d'installateurs d'équipements terminaux de télécommunications et d'agréments d'équipements radioélectriques ;
- seize (16) nouveaux récépissés de dépôt de déclaration de services à valeur ajoutée, comportant 20 services prestés.

Difficultés rencontrées

Les principales difficultés qui ont entravé l'exécution des activités de régulation peuvent être résumées comme suit :

- l'indisponibilité des principaux instruments juridiques nécessaires à la gestion efficiente des activités de régulation ; cette situation découle notamment des lourdeurs constatées dans le processus d'adoption et de mise à disposition des différents textes d'application de la loi n° 061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso ;
- les retards observés régulièrement dans la collecte des données mensuelles auprès des opérateurs et principalement de l'ONATEL S.A. et Telmob S.A. et ce, malgré des relances multiformes.

En dépit de ces difficultés, on peut noter que le secteur des communications électroniques a connu en 2010 la réalisation d'activités majeures et des avancées significatives notamment en ce qui concerne :

- la conduite du processus de renouvellement des licences individuelles des trois opérateurs de téléphonie mobile (Telmob S.A., Celtel Burkina Faso S.A. et Telecel Faso S.A.) qui ont tous satisfait aux conditions de renouvellement fixées par le gouvernement ; ce processus a permis à l'Etat d'encaisser plus de soixante dix milliards de FCFA au titre des redevances de renouvellement des licences ;
- la conduite du processus d'octroi des licences 3G aux opérateurs Telmob S.A., Celtel Burkina Faso S.A. et Telecel Faso S.A. ;
- la conduite du processus d'octroi de la quatrième nouvelle licence individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques ouvert au public au Burkina Faso ;
- la poursuite de la couverture du territoire national aussi bien par le réseau fixe que par les réseaux mobiles ;
- le nombre d'abonnés fixes et mobiles qui passe de 3 976 086 à 5 851 813 abonnés, soit un taux de progression annuel de 41,17% et une télédensité de 37,20%.

L'ensemble des résultats ci-dessus montre la place, l'importance et la contribution du secteur des communications électroniques dans le développement socio-économique du Burkina Faso.

Le suivi et le contrôle des obligations et engagements des opérateurs

Les licences attribuées aux opérateurs de réseaux de communications électroniques ouverts au public comportent chacune un cahier des charges décrivant l'ensemble des obligations et des engagements desdits opérateurs. L'Autorité de régulation a entre autres la responsabilité du contrôle de l'exécution de ces obligations et engagements.

Aux termes des dispositions des cahiers des charges, les opérateurs fournissent à l'Autorité de régulation les informations, renseignements supplémentaires ou les rapports relatifs à la mise en œuvre de leurs obligations et engagements. L'analyse des données fournies par les opérateurs permet de noter les principaux éléments suivants portant sur l'exécution des obligations :

- de couverture et de déploiement des réseaux des opérateurs sur l'ensemble du territoire et des obligations de qualité de service ;
- de l'interconnexion ;
- de contrôle tarifaire ;
- de respect des dispositions législatives et réglementaires relatives notamment aux conditions de prestations des services.

Contrôle tarifaire

L'Autorité de régulation dispose d'importantes missions et attributions relatives au contrôle des tarifs des services de communications électroniques offerts au public par les opérateurs et les fournisseurs de services de communications électroniques.

Les tarifs des services de communications électroniques sont fixés librement par les opérateurs et fournisseurs de services dans le respect de la réglementation en vigueur.

Les tarifs des services de téléphonie fixe et les tarifs de location de capacités doivent être établis dans le respect du principe d'orientation vers les coûts.

Tous les tarifs des services et leurs modifications doivent être, préalablement à leur mise en application soumis à l'avis de l'Autorité de régulation. Les propositions tarifaires des opérateurs doivent à cet effet être accompagnées d'une comptabilité analytique des produits et charges des services fournis. Pour l'année en cours, l'Autorité de régulation a émis des avis sur les propositions tarifaires dont :

- l'offre forfait illimité tout temps « BOOL YAM » de l'ONATEL S.A. ;
- les trois nouveaux tarifs d'appels de Airtel Burkina Faso S.A. ;
- les nouveaux tarifs de connexion Internet de l'ONATEL S.A. ;
- les tarifs du service blackberry de Telmob S.A. ;
- les nouveaux tarifs d'appels de Telmob S.A. ;

- les nouveaux tarifs de communication du téléphone fixe de l'ONATEL S.A. ;
- la nouvelle offre GFU (flotte VPN) de Telmob S.A. ;
- la révision à la baisse des tarifs de l'accès internet haut débit par ADSL par l'onatel.
- la promotion de la tarification à la seconde de Telmob S.A.

Ces offres tarifaires portent principalement sur des baisses tarifaires proposées aux consommateurs. Il ressort des différents avis émis par l'Autorité de régulation que les opérateurs dans la plupart des cas ne respectent pas le délai réglementaire de quinze jours calendaires de communication des nouveaux tarifs à l'Autorité de régulation. Cette situation a été rappelée aux différents opérateurs qui sont dorénavant invités à se conformer strictement à cette disposition réglementaire.

Par ailleurs, avec la révision des tarifs d'interconnexion, il a été procédé également à la fixation du tarif plafond à 120 F CFA TTC des appels du réseau fixe vers les réseaux mobiles.

Contrôle des relations contractuelles des opérateurs avec leurs clients

Les opérateurs de téléphonie mobile GSM doivent, conformément aux prescriptions contenues dans les cahiers des charges annexées à leurs licences individuelles, offrir leurs services à leur clientèle sur la base d'un contrat comportant l'ensemble des éléments ou pièces relatives à l'identification complète de chaque client. Les principales clauses de ce contrat doivent être approuvées par l'Autorité de régulation. Aussi, les titulaires de licences doivent-ils établir et tenir à jour une liste exhaustive de l'ensemble de leurs clients comportant notamment leur identité et leur adresse complètes.

Ils doivent à cet effet, soumettre à l'approbation de l'Autorité de régulation les procédures y compris l'ensemble des pièces constituant le dossier d'un abonné permettant de collecter et de centraliser l'identité des nouveaux et anciens clients.

Les pièces devant servir à l'identification du souscripteur sont la carte nationale d'identité burkinabé, le passeport, la carte d'identité militaire, la carte consulaire, le permis de conduire, les cartes professionnelles, un extrait du registre du commerce et du crédit mobilier (pour les entreprises), le récépissé (pour les associations), l'attestation d'inscription à un ordre professionnel, le livret de famille et la procuration légalisée. Une copie de la pièce ayant servi à l'abonnement doit être obligatoirement annexée au contrat.

Les difficultés rencontrées notamment par les forces de sécurité dans l'exercice de leurs missions dues principalement à la non fiabilisation des fichiers clients des opérateurs, ont conduit les ministres des Postes et des Technologies de l'Information et de la Communication et de la Sécurité à tenir le 19 octobre 2006 une réunion avec l'ensemble des opérateurs. La réunion a décidé de constituer un comité technique sécurité – télécommunications ayant en son sein un sous-comité technique.

Le sous-comité technique composé des représentants de l'Autorité de régulation, des forces de sécurité, des sapeurs pompiers et des opérateurs de télécommunications a tenu sa première réunion le 25 octobre 2006. Après avoir examiné l'ensemble des préoccupations soulevées relatives aux difficultés d'identification des abonnés, le sous-comité a arrêté un chronogramme permettant leur identification complète. Le sous-comité technique réuni en août 2010 a noté, que malgré les actions menées par l'Autorité de régulation et les efforts consentis par les opérateurs, le taux global d'identification des clients de l'ensemble des trois opérateurs de téléphonie mobile au 31 juillet 2010 est inférieur à 60%.

Au regard de ce constat, le sous comité technique a particulièrement insisté sur la nécessité, en raison des implications sécuritaires, d'une identification complète des abonnés lors de l'abonnement. Ceci passe par la prise d'une décision interdisant la vente des puces à la sauvette et la vente des puces sans identification préalable.

Par ailleurs en vue de la relance de l'opération d'identification, il a été décidé d'harmoniser les procédures d'identification des abonnés. Aussi, sur la base de la procédure d'identification présentée par chaque opérateur, le sous-comité sécurité technique a adopté une procédure unique applicable par tous les opérateurs et qui est la synthèse des procédures d'identification. Un calendrier de rencontres à Ouagadougou de chaque opérateur avec son réseau de distributeurs a été arrêté.

Les rencontres du sous-comité technique avec les opérateurs et leurs distributeurs ont connu une participation importante et active. Les principales préoccupations soulevées par les distributeurs et auxquelles des réponses ont été apportées concernent :

- la méconnaissance des procédures d'identification par certains distributeurs et sous-distributeurs ;
- la non détention de carte d'identité par de nombreux abonnés, notamment en milieu rural ;
- les approvisionnements massifs par des sous distributeurs en cartes SIM mais qui ne renseignent nullement ou qui ne renseignent pas correctement les fiches d'abonnement ou encore, qui ne les retournent pas lorsqu'elles sont renseignées ;
- la question de la multiplicité des abonnements avec une pièce unique ;
- la possibilité d'accès des sous distributeurs à la base de données des opérateurs ou définition de tout moyen permettant aux distributeurs la saisie informatisée des données relatives à l'abonné et leur transmission par voie électronique ;
- la possibilité de mettre à la disposition des distributeurs des numéros verts leur permettant de communiquer à l'opérateur les informations sur le client avant la transmission des fiches ;
- l'activation de la carte SIM seulement après que la vérification de l'identification ait été effectuée ;
- l'approvisionnement des cartes SIM chez l'opérateur sans les contrats qui les accompagnent ;
- la situation des cartes SIM qui sont activées sur le réseau et non identifiées ;

- l'utilisation des SIM en roaming mais non identifiées au Burkina Faso ;
- les réquisitions des forces de l'ordre qui passent par les distributeurs pour transmettre les réquisitions et attendent le retour de la réponse par le canal des distributeurs surtout lorsqu'elles estiment que la réquisition a un caractère urgent ; ce qui crée des situations de tension.

Compte tenu d'une part de l'importance de l'identification des abonnés qui doit être comprise comme une nécessité et une obligation pour les opérateurs et leurs distributeurs et d'autre part des préoccupations soulevées par les distributeurs, il a été retenu après échanges de :

- mettre l'accent sur la sensibilisation des distributeurs, des sous distributeurs et des clients ;
- mettre en place une campagne d'information couvrant notamment la radio, la télévision, les journaux ;
- fixer la date limite de désactivation des puces non identifiées au 15 décembre 2010 ;
- étudier la possibilité de donner un accès sécurisé à distance aux autorités de police judiciaires aux bases de données clients des opérateurs par internet pour les besoins d'enquêtes ; l'avis de la Commission de Informatique et des Libertés (CIL) sera requis pour le respect des droits des individus dans l'utilisation de leurs données personnelles ;
- procéder dans un premier temps à la désactivation des puces non identifiées par lot sur une période d'un mois au cas où, à la date buttoir, le taux global d'identification des abonnés de tous les opérateurs mobiles atteint 90%. Si le taux global d'identification des abonnés est inférieur à 90%, toutes les puces des abonnés non identifiés seront immédiatement désactivées.

Ainsi, un programme de rencontres d'informations, d'échanges et de sensibilisations de chaque opérateur avec son réseau de distributeurs et de sous distributeurs sur les nouvelles mesures d'identification en provinces a été arrêté et est en cours d'exécution.

La première étape du programme de tournées de sensibilisation qui s'est déroulée les 08 et 09 octobre 2010 à Bobo-Dioulasso a concerné les distributeurs et sous-distributeurs de la zone ouest du Burkina Faso.

La deuxième étape du programme exécutée en novembre 2010 a concerné les distributeurs et sous-distributeurs de la zone de l'Est du Burkina Faso particulièrement à Koupéla, Tenkodogo et Fada N'Gourma.

La réalisation de ces deux étapes du programme de tournée de sensibilisation a permis de convenir avec l'ensemble des opérateurs de la date du 23 décembre 2010 pour la suspension effective de tous les abonnés non identifiés. Ainsi donc les trois opérateurs ont procédé à la suspension de 520 654 abonnés non identifiés.

Couverture et déploiement des réseaux et contrôle de la qualité de service

Au cours de l'année 2010, il a été procédé à un audit général des cahiers des charges des opérateurs de communications électroniques à travers le contrôle de l'ensemble de leurs obligations.

Contrôle de la qualité de service des réseaux

Au cours de la période sous revue, l'Autorité de régulation a réalisé un contrôle des obligations techniques des cahiers des charges des opérateurs mobiles dans les villes et localités desservies ainsi que sur les treize (13) axes routiers.

La vérification des obligations techniques qui s'inscrivait notamment dans le cadre du renouvellement des licences des opérateurs mobiles s'est faite à travers la mesure des neuf indicateurs de qualité de service suivants :

- taux de couverture indoor sur les villes (Iq1) ;
- taux de couverture outdoor sur les villes (Iq2) ;
- taux de couverture outdoor sur les axes routiers (Iq3) ;
- taux de réussite d'un appel voix sur les villes (Iq4) ;
- taux de réussite d'un appel voix sur les axes routiers (Iq5) ;
- taux de qualité d'écoute satisfaisante des appels voix dans les villes (Iq6) ;
- taux de qualité d'écoute satisfaisante des appels voix sur les axes routiers (Iq7) ;
- taux de réussite et de maintien d'un appel voix dans les villes (Iq8) ;
- taux de réussite et de maintien d'un appel voix sur les axes routiers (Iq9).

Le renouvellement des licences des opérateurs mobiles a permis à l'Autorité de régulation de fixer de nouveaux indicateurs de qualité de service figurant dans les nouveaux cahiers des charges annexés aux licences renouvelées.

Les seize (16) indicateurs retenus sont :

- taux de couverture indoor sur les villes principales ;
- taux de couverture Indoor sur les autres villes ;
- taux de couverture outdoor sur les villes principales ;
- taux de couverture outdoor sur les autres villes ;
- taux de couverture outdoor sur les villages ;
- taux de couverture sur les axes routiers ;
- taux de blocage MSC ;
- taux de blocage au niveau radio ;
- taux d'échec handover ;

- taux de coupure ;
- taux de qualité d'écoute parfaite dans les localités (villes et villages) ;
- taux de qualité d'écoute moyenne dans les localités (villes et villages) ;
- taux de qualité d'écoute mauvaise dans les localités (villes et villages) ;
- taux de qualité d'écoute parfaite sur les axes routiers ;
- taux de qualité d'écoute moyenne sur les axes routiers ;
- taux de qualité d'écoute mauvaise sur les axes routiers.

Le processus de vérification du respect de ces indicateurs par l'Autorité de régulation est en cours.

Toutefois, les opérateurs de réseaux de communication électroniques ouverts au public ont procédé eux-mêmes d'une part, à la mesure des nouveaux indicateurs de qualité de service et d'autre part, à la transmission à l'Autorité de régulation, des résultats de la vérification de ces indicateurs au 31 décembre 2010. Les résultats des indicateurs mesurés figurent ci-après à titre indicatif. Ces indicateurs doivent être vérifiés par l'Autorité de régulation.

ONATEL

L'ONATEL a procédé à la mesure des dix (10) indicateurs de qualité de service prévus dans son cahier des charges. Les résultats de la mesure de ces indicateurs au 31 décembre 2010 sont donnés dans le tableau ci-après :

Indicateurs	Résultats des indicateurs mesurés par Onatel	Seuil 2010 du cahier des charges	Observations
DMR (délai moyen de raccordement)	NC	25	-
SI (taux de signalisation)	2,10%	10%	Conforme
VR2 (vitesse de relève en deux jours)	78%	90%	Conforme
VR8 (vitesse de relève en 8 jours)	100%	99%	Conforme
ETL (efficacité Locale)	82,73%	65%	Conforme
ETN (efficacité Nationale)	73,82	65%	Conforme
ETI (Efficacité Internationale) Départ	73,13%	55%	Conforme
ETI (Efficacité Internationale) Arrivé	27,39%	55%	Non Conforme
QOP (Qualité de Service des Opératrices)	NC	5s	-
REC (Taux de Réclamation sur facture)	NC	0,5%	-

Il ressort de l'analyse des données du tableau ci-dessus qu'en ce qui concerne le réseau fixe, des dix (10) indicateurs définis dans le cahier des charges, sept (07) ont été mesurés par l'ONATEL dont six (06) sont conformes au seuil 2010 et un (01) non conforme.

Malgré la révision du cahier des charges, l'appréciation de certains indicateurs reste toujours difficiles pour cause d'indisponibilité. En outre, d'autres indicateurs sont toujours en deçà de l'objectif révisé.

Airtel

Le contrôle des indicateurs de qualité de service dans les villes et localités traversées, ainsi que sur les treize (13) axes routiers a donné les résultats ci-après :

Respect des Clauses QoS des CdC			
Iq1	Taux de Couverture InDoor	Villes	OUI
Iq2	Taux de Couverture OutDoor	Villes	OUI
Iq3		Axes Routiers	NON
Iq4	Taux de Réussite d'un Appel VOIX	Villes	OUI
Iq5		Axes Routiers	NON
Iq6	Taux de Qualité d'Ecoute satisfaisante des Appels VOIX	Villes	NON
Iq7		Axes Routiers	NON
Iq8	Taux de Réussite et de Maintien d'un Appel VOIX	Villes	OUI
Iq9		Axes Routiers	NON

Sur les vingt trois (23) villes traversées, le réseau de Airtel :

- respecte les conditions de maintien des communications sur la totalité desdites villes ;
- ne respecte pas les conditions de qualité d'écoute dans 06 villes sur 23 ;
- respecte les conditions de couverture indoor dans 22 des 23 villes traversées ;
- respecte le taux de couverture outdoor sur toutes les 23 villes traversées ;
- respecte le taux de réussite d'un appel voix dans les 23 villes traversées.

S'agissant des treize (13) axes routiers, le réseau de Airtel ne respecte pas les exigences :

- de couverture outdoor des axes routiers, sauf pour 01 axe sur 13 ;
- d'accessibilité au service téléphonie sur tous les axes routiers ;
- de fiabilité et de qualité d'utilisation du service téléphonie sur les axes routiers ;
- de qualité d'écoute sur aucun axe routier.

Sur les treize (13) axes consignés dans le cahier de charges et mesurés, un (01) seul axe respecte les conditions de couverture radio outdoor ; soit 7,69% d'exécution.

Mesure des indicateurs effectuée par Airtel

Les résultats de la mesure des nouveaux indicateurs réalisée par Airtel au 31 décembre 2010 figurent dans le tableau ci-après :

Indicateurs		Résultats des indicateurs mesurés par AIRTEL	Seuil du cahier des charges	Observations
Couverture outdoor	Villes principales	100%	95%	conforme
	Autres villes	100%	90%	conforme
	Villages	100%	90%	conforme
Couverture indoor	Villes principales	100%	80%	conforme
	Autres villes	100%	70%	conforme
Couverture axes routiers		NC	0,5%	conforme
Taux de blocage MSC		0%	2%	conforme
Taux de blocage au niveau radio		0%	3%	Non conforme
Taux d'échec du handover		5,29%	3%	conforme
Taux de coupure		1,35%		
Taux de couverture des axes routiers		Voir tableau ci-dessous		
Qualité d'écoute dans les localités	Taux de qualité parfaite	NC	>95%	Non mesuré
	Taux de qualité moyenne	NC	<3%	Non mesuré
	Taux de qualité mauvaise	NC	<2%	Non mesuré
Qualité d'écoute sur les axes routiers	Taux de qualité parfaite	NC	> 88%	Non mesuré
	Taux de qualité moyenne	NC	<10%	Non mesuré
	Taux de qualité mauvaise	NC	< 2%	Non mesuré

Au regard du tableau ci-dessus, six indicateurs pertinents du cahier des charges n'ont pas été mesurés par AIRTEL BURKINA.

Des indicateurs mesurés, hors mis le taux d'échec du handover, tous les indicateurs sont conformes aux exigences du cahier des charges. Cependant, ces résultats restent à vérifier par l'Autorité de régulation.

Axes routiers	Pourcentage de couverture au 31 décembre 2010
Ouaga - Fada- Frontière du Niger	97,64%
Ouaga - Fada- Frontière du Bénin	92,64%
Ouaga - Koupéla - Frontière du Togo	99,58%
Ouaga - Ouahigouya	100%
Ouaga - Bobo-Dioulasso	99,47%
Ouaga - Koudougou	100%
Bobo - Frontière de CI	96,73%
Bobo - Frontière du Mali (Via Orodara)	84,35%
Bobo-Frontière du Mali (Fo)	100%
Bobo-Gaoua	96,67%
Ouaga- PÔ - Frontière du Ghana	94,87%
Ouaga - Kaya	100%
Ouaga - Ziniaré	100%

Au 31 décembre 2010, dix (10) axes routiers sur les treize (13) ont un taux de couverture supérieur à 95%, seuil de couverture défini dans le cahier des charges des opérateurs de téléphonie, soit un taux de couverture de 76,92% des axes routiers.

Telmob

Le contrôle des indicateurs de qualité de service dans les villes et localités traversées, ainsi que sur les treize (13) axes routiers a donné les résultats ci-après :

Respect des Clauses QoS des CdC			 Le 1 ^{er} réseau cellulaire
Iq1	Taux de Couverture InDoor	Villes	OUI
Iq2	Taux de Couverture OutDoor	Villes	OUI
Iq3		Axes Routiers	NON
Iq4	Taux de Réussite d'un Appel VOIX	Villes	OUI
Iq5		Axes Routiers	NON
Iq6	Taux de Qualité d'Ecoute satisfaisante des Appels VOIX	Villes	NON
Iq7		Axes Routiers	NON
Iq8	Taux de Réussite et de Maintien d'un Appel VOIX	Villes	OUI
Iq9		Axes Routiers	NON

Sur les vingt trois (23) villes traversées, le réseau de Telmob :

- respecte les conditions de maintien des communications sur la totalité desdites villes ;
- respecte les conditions de qualité d'écoute dans 11 villes sur 23 ;
- respecte le taux de couverture indoor sur l'ensemble des 23 villes traversées ;
- respecte le taux de couverture outdoor sur toutes les 23 villes traversées ;
- respecte le taux de réussite d'un appel voix dans les 23 villes traversées.

S'agissant des treize (13) axes routiers, le réseau de Telmob ne respecte pas les exigences :

- de couverture outdoor des axes routiers, sauf pour 7 axes sur 13 ;
- d'accessibilité au service téléphonie sur les axes routiers ;
- de fiabilité et de qualité d'utilisation du service téléphonie sur les axes routiers ;
- de qualité d'écoute sur aucun axe routier.

Il ressort donc que sept (07) axes sur treize (13) sont couverts soit un taux d'exécution de 53,85%.

Les résultats de la mesure des nouveaux indicateurs réalisée par Telmob au 31 décembre 2010 figurent dans le tableau ci-après :

Indicateurs		Résultats des indicateurs mesurés par TELMOB	Seuil du cahier des charges	Observations
Couverture outdoor	Villes principales	NC	95%	
	Autres villes	NC	90%	
Couverture indoor	Villages	NC	90%	
	Villes principales	NC	80%	
	Autres villes	NC	70%	
Couverture axes routiers		NC	95%	
Taux de blocage MSC		0%	0,5%	conforme
Taux de blocage au niveau radio		1,61%	2%	conforme
Taux d'échec du handover		15,47%	3%	Non conforme
Taux de coupure		1,47%	3%	conforme
Qualité d'écoute dans les localités	Taux de couverture des axes routiers	NC		
	Taux de qualité parfaite	NC	>95%	
	Taux de qualité moyenne	NC	<3%	
	Taux de qualité mauvaise	NC	<2%	
Qualité d'écoute sur les axes routiers	Taux de qualité parfaite	NC	> 88%	
	Taux de qualité moyenne	NC	<10%	
	Taux de qualité mauvaise	NC	< 2%	

Les données de mesure effectuées par TELMOB montrent que seulement quatre indicateurs sur seize ont été mesurés, dont trois sont conformes aux exigences du cahier des charges. Les indicateurs de couverture des axes routiers ni de qualité d'écoute dans les localités et sur les axes routiers n'ont été mesurés. Comme déjà précisé, ces résultats sont donnés à titre indicatif et restent à vérifier par le régulateur.

Telecel

Le contrôle des indicateurs de qualité de service dans les villes et localités traversées, ainsi que sur les treize (13) axes routiers a donné les résultats ci-après :

Respect des Clauses QoS des CdC			
Iq1	Taux de Couverture InDoor	Villes	OUI
Iq2	Taux de Couverture OutDoor	Villes	OUI
Iq3		Axes Routiers	NON
Iq4	Taux de Réussite d'un Appel VOIX	Villes	OUI
Iq5		Axes Routiers	NON
Iq6	Taux de Qualité d'Ecoute satisfaisante des Appels VOIX	Villes	NON
Iq7		Axes Routiers	NON
Iq8	Taux de Réussite et de Maintien d'un Appel VOIX	Villes	OUI
Iq9		Axes Routiers	NON

Sur les vingt trois (23) villes traversées, le réseau de Telecel :

- respecte les conditions de maintien des communications sur la totalité desdites villes ;
- respecte les conditions de qualité d'écoute dans 08 Villes sur 23 ;
- respecte le taux de couverture indoor sur 21 des 23 des villes traversées ;
- respecte le taux de couverture outdoor sur toutes les 23 villes traversées ;
- respecte le taux de réussite d'un appel voix dans les 23 villes traversées.

S'agissant des treize (13) axes routiers, le réseau de Telecel ne respecte pas les exigences :

- de couverture outdoor des axes routiers sur l'ensemble des axes routiers ;
- d'accessibilité au service téléphonie sur les axes routiers ;
- de qualité d'écoute sur aucun axe routier ;
- de réussite et de maintien des communications sur les axes routiers.

Sur les treize (13) axes consignés dans le cahier de charges et mesurés, aucun ne respecte les conditions de couverture radio outdoor ; ce qui donne un taux d'exécution de 0%.

Mesure des indicateurs effectuée par Telecel Faso

Les résultats de la mesure des nouveaux indicateurs réalisée par Telecel au 31 décembre 2010 figurent dans le tableau ci-après :

Indicateurs		Résultats des indicateurs mesurés par TELECEL	Seuil du cahier des charges	Observations
Couverture outdoor	Villes principales	100%	95%	conforme
	Autres villes	100%	90%	conforme
	Villages	100%	90%	conforme
Couverture indoor	Villes principales	100%	80%	conforme
	Autres villes	100%	70%	conforme
Couverture axes routiers		Voir tableau ci-dessous		
Taux de blocage MSC		0%	0,5%	conforme
Taux de blocage au niveau radio		1,52%	2%	conforme
Taux d'échec du handover		3,72%	3%	Non conforme
Taux de coupure		1,19%	3%	conforme
Qualité d'écoute dans les localités	Taux de couverture des axes routiers	Voir tableau ci-dessous		
	Taux de qualité parfaite	NC	> 95%	
	Taux de qualité moyenne	NC	< 3%	
	Taux de qualité mauvaise	NC	< 2%	
Qualité d'écoute sur les axes routiers	Taux de qualité parfaite	NC	> 88%	
	Taux de qualité moyenne	NC	< 10%	
	Taux de qualité mauvaise	NC	< 2%	

Au regard du tableau ci-dessus, six indicateurs pertinents du cahier des charges n'ont pas été mesurés par TELECEL FASO.

Des indicateurs mesurés, hors mis le taux d'échec du handover, tous les indicateurs sont conformes aux exigences du cahier des charges. Cependant, ces résultats restent à vérifier par l'Autorité de régulation.

Axes routiers	Pourcentage de couverture au 31 décembre 2010
Ouaga - Fada- Frontière du Niger	94,56%
Ouaga - Fada- Frontière du Bénin	92,79%
Ouaga - Koupéla - Frontière du Togo	68,68%
Ouaga - Ouahigouya	95,9%
Ouaga - Bobo-Dioulasso	81,08%
Ouaga - Koudougou	96,3%
Bobo - Frontière de CI	83,64%
Bobo - Frontière du Mali (Via Orodara)	25,21%
Bobo-Frontière du Mali (Fo)	84,04%
Bobo-Gaoua	63,91%
Ouaga- PÔ - Frontière du Ghana	80,66%
Ouaga - Kaya	91,12%
Ouaga - Ziniaré	96,4%

Au 31 décembre 2010, trois (03) axes routiers sur treize (13) ont un taux de couverture supérieur à 95%, seuil de couverture fixé dans le cahier des charges des opérateurs de téléphonie, soit un taux de couverture de 23,08% des axes routiers.

Il faut noter que l'axe BOBO-ORODARA-Frontière du MALI est seulement couvert à 25,21% .

F - LES LITIGES ET PLAINTES

Règlement des litiges

Dans le cadre de l'exécution des obligations consignées dans leur cahier des charges, les opérateurs de téléphonie ont l'obligation d'interconnecter leur réseau avec ceux des autres opérateurs de réseaux de communications électroniques ouverts au public aux fins de fournir des services licites à tous les usagers. Des conventions d'interconnexion sont alors signées entre eux, de l'exécution desquelles naissent souvent des litiges, notamment ceux relatifs au non paiement des dettes d'interconnexion qu'ils ont l'un envers l'autre.

Ainsi, au cours de la période sous revue et conformément aux procédures prévues par les textes régissant le fonctionnement de l'Autorité et du Conseil de régulation, notamment l'arrêté N° 2009-0001 ARCE/CR du 15 septembre 2009, plusieurs différends ont fait l'objet d'instruction et de traitement.

Les négociations qui ont été conduites entre les opérateurs de téléphonie mobile existant dans le secteur se sont soldées par la signature des conventions et moratoires suivants sous l'égide de l'Autorité de régulation :

- entre Airtel Burkina Faso et l'ONATEL S.A., relativement à leurs dettes d'interconnexion, un moratoire de règlement des créances a été signé le 17 septembre 2010. Après compensation de leurs créances et dettes réciproques, l'ONATEL S.A. reste devoir à Airtel Burkina Faso la somme de

quatre cent vingt-trois millions quatre cent quarante mille neuf cent vingt-quatre (423 440 924) FCFA représentant les arriérés de paiement des soldes compensés de leurs factures d'interconnexion réciproques au titre de l'année 2009. L'ONATEL S.A. s'est engagé à régler la totalité de ladite somme en six (6) mensualités égales de soixante-dix millions cinq cent soixante-treize mille quatre cent quatre-vingt-huit (70 573 488) FCFA chacune, la dernière étant payable le 28 février 2011 au plus tard ;

- entre Airtel Burkina Faso et TELMOB S.A. relativement à leurs dettes d'interconnexion, un moratoire de règlement des dettes a été également signé le 17 septembre 2010. Après compensation de leurs créances et dettes réciproques, TELMOB S.A. reste devoir à Airtel Burkina Faso la somme de trois cent quatre-vingt-onze millions six cent quatre-vingt-seize mille trois (391 696 003) FCFA, représentant les arriérés de paiement des soldes compensés de leurs factures d'interconnexion réciproques au titre de l'année 2009. Aussi, TELMOB s'est engagé à régler la totalité de ladite somme en six (06) mensualités égales de soixante-cinq millions deux cent quatre-vingt-deux mille six cent soixante-sept (65 282 667) FCFA chacune, la dernière étant payable le 28 février 2011 au plus tard.

Il faut préciser que des conventions ont été signées également entre l'Autorité de régulation et trois opérateurs pour le règlement de leurs dettes de redevances de régulation. Il s'agit :

- de la convention de paiement échelonné de dettes relatives aux droits, redevances et contributions dus par Telecel Faso S.A. à l'Autorité de régulation des communications électroniques en date du 23 février 2010. TELECEL Faso s'est engagé à payer le montant de sa dette qui est de huit cent cinquante cinq millions deux cent trois mille sept cent soixante dix sept (855 203 777) F CFA sur une période de quinze (15) mois pour compter de fin mars 2010 par des paiements mensuels de cinquante sept millions treize mille cinq cent quatre vingt cinq (57 013 585) FCFA jusqu'à expiration de la somme due. La dernière échéance est prévue pour fin mai 2011 ;
- de la convention de paiement échelonné de dettes relatives aux droits, redevances et contributions dus par l'ONATEL à l'Autorité de régulation des communications électroniques signée le 06 mai 2010. L'ONATEL s'est engagé à payer le montant de sa dette, soit quatre milliards soixante dix neuf millions soixante onze mille huit cent soixante et un (4 079 071 861) F CFA sur une période de vingt quatre (24) mois pour compter d'avril 2010 par des paiements mensuels de cent soixante neuf millions neuf cent soixante et un mille trois cent vingt sept (169 961 327) FCFA jusqu'à expiration de la somme due. La dernière échéance est prévue pour fin mars 2012 ;
- de la convention de paiement échelonné des dettes relatives aux droits, redevances et contributions dus par TELMOB à l'Autorité de régulation des communications électroniques signée le 06 mai 2010. TELMOB s'est engagé à payer le montant de sa dette, soit deux milliards neuf cent sept millions quatre cent soixante dix mille six cent vingt huit (2 907 470 628) F CFA sur une période de vingt quatre (24) mois pour compter d'avril 2010 par des paiements mensuels de cent vingt et un millions cent quarante quatre mille six cent dix (113 852 943) FCFA jusqu'à expiration de la somme due. La dernière échéance est prévue pour fin mars 2012.

Il convient de noter qu'à ce jour, les règlements sont effectués par ces opérateurs avec un peu de retard. Toujours dans le cadre de la conduite des procédures de règlement des différends, une demande d'arbitrage entre Airtel Burkina Faso (Ex CELTEL) et AFRICOM Group a été adressée à l'Autorité de régulation par le groupe AFRICOM au sujet d'un malentendu sur la facturation de leurs données de trafic SMS pour la période d'octobre 2008 à avril 2009.

En effet, AFRICOM Group et Airtel Burkina Faso (Ex CELTEL) ont signé une convention de prestation de services, dans le cadre de l'exécution de laquelle un désaccord est né. Par courrier référencée 2009-283/DG/AFRICOM du 08 octobre 2009, le Directeur général d'AFRICOM Group a demandé à l'Autorité de régulation, un arbitrage du différend l'opposant à Airtel Burkina Faso (Ex CELTEL) au sujet de leur facturation. Afin que la procédure de règlement de litiges puisse être engagée, le Directeur général d'AFRICOM Group a été convié à rencontrer l'Autorité de régulation pour fournir de plus amples informations pour l'instruction du dossier.

Des séances de travail ont eu lieu aussi bien avec la Direction générale de AFRICOM Group qu'avec celle de Airtel Burkina Faso (Ex CELTEL) afin de recueillir des éléments de réponse aux préoccupations de l'Autorité de régulation. Au 31 décembre 2010, le traitement de ce dossier a abouti à la signature par les parties, le 16 décembre 2010, d'un procès verbal de conciliation, constatant la proposition par Airtel et l'acceptation par Africom Group du paiement de la somme de dix millions (10 000 000) FCFA, mettant fin définitivement au différend ;

Une plainte de l'Amicale des résidents de la cité relais de Zagtoulou a également été enregistrée par l'Autorité de régulation.

L'Amicale exprime à travers sa correspondance son mécontentement suite à l'implantation d'un pylône sur une parcelle à usage d'habitation qui troublerait la quiétude des riverains. Des rencontres et échanges ont eu lieu avec les différentes parties, desquels il a été recommandé une étude sur la mesure du champ électromagnétique des pylônes. Des termes de référence ont été définis pour la sélection d'un consultant à cet effet. Au 31 décembre 2010, le dossier est en cours.

Analyse de contrats soumis par les opérateurs à l'Autorité de régulation

Au titre de cette activité, les dossiers ci-après ont été examinés :

- les contrats de distribution que les opérateurs concluent avec leurs partenaires pour la distribution de leurs produits. L'analyse des contrats des trois opérateurs de téléphonie mobile a fait ressortir en ce qui concerne les dispositions relatives à l'identification que seuls les contrats de TELMOB ne comportent pas une obligation pour les distributeurs de procéder à l'identification des abonnés aux cartes SIM. Une correspondance a été initiée à l'effet d'enjoindre aux opérateurs de procéder à la correction de leurs contrats ;
- les contrats d'abonnement de l'ONATEL : dans le cadre de ses relations avec la clientèle, l'ONATEL a soumis à l'Autorité de régulation des communications électroniques (ARCE) deux projets de contrats d'abonnement au service téléphonique pour observations. Une analyse de ces contrats a été faite et les conclusions notifiées à l'opérateur pour une prise en compte.

Relations avec les conseils juridiques extérieurs

A ce niveau, les activités ont porté sur le suivi de deux (02) dossiers confiés au cabinet de Me LOMPO T. Frédéric, et d'un (01) dossier confié au cabinet de Me Salifou DEMBELE.

* Le premier dossier est relatif à une action intentée par M. BAKOUAN c/ l'ex ARTEL en 2005.

En rappel, à la suite d'un malentendu entre deux agents de l'ex-ARTEL, en l'occurrence, SORGHOU Hamidou et BAKOUAN Dieudonné, les deux agents ont été suspendus. Le conseil de discipline réuni à cet effet en 2004 a décidé du licenciement sans préavis ni indemnités de Mr BAKOUAN pour menaces et injures suivies de rixe à l'encontre de son collègue, de mensonges caractérisés.

Il a intenté une action contre l'ex-ARTEL devant le tribunal du travail de Ouagadougou pour licenciement abusif. En son audience du 30 mai 2008, après maints renvois, cette juridiction a condamné l'ARTEL à payer à Mr BAKOUAN des indemnités et dommages intérêts d'un montant total de 3 931 050 FCFA. Le conseil de l'ex-ARTEL, Me LOMPO T. Frédéric a alors interjeté appel. La Cour d'appel a infirmé la décision du premier juge et débouté Mr BAKOUAN de ses prétentions. Au 31 décembre 2010, le dossier est clos.

* Le second dossier, celui de Me SAWADOGO Harouna c/ l'ex-ARTEL date de 2007. En rappel, l'ARTEL avait reçu, du Ministre de la Communication de l'époque, au moment de l'attribution des licences de téléphonie mobile en 2000, instruction pour supporter uniquement les premières charges financières liées à l'affaire « Ministère de la Communication C/ Consortium INTERCEL Burkina ». Ces charges financières étaient alors relatives aux provisions sur honoraires pour un montant total de huit millions huit cent cinquante mille (8 850 000) francs CFA, et avaient été payées par chèque BIB N° 1296172 du 22 décembre 2000.

En 2005, puis plus tard en 2007, Me SAWADOGO Harouna écrivait à l'ex-ARTEL pour réclamer des honoraires du même montant relativement à ce dossier. L'ex-ARTEL lui fera comprendre qu'elle n'est pas redevable vis-à-vis de son cabinet et qu'il voudra bien se rapprocher de l'Etat Burkinabé à qui il devait plutôt s'adresser. En fin 2009, Me SAWADOGO este en justice contre l'ex-ARTEL, sans même l'en informer. Me LOMPO qui était présent à l'audience ce jour, s'est aussitôt constitué conseil de l'ex-ARTEL (dont il suivait déjà un dossier) et a demandé le renvoi en attendant de saisir officiellement l'Autorité de régulation. Un délibéré de la cour d'appel de Ouagadougou d'avril 2010 déboute Me SAWADOGO Harouna de sa prétention pour forclusion de son action et le condamne aux entiers dépens, mettant ainsi fin à ce dossier.

* Le troisième dossier est relatif à une convocation de l'Autorité de régulation par M. SANOU Souleymane, ancien Directeur des Affaires Financières de l'ex-ARTEL, devant la direction régionale du travail.

L'intéressé a pris, en septembre 2007, une disponibilité d'un (1) an pour convenances personnelles, période qui a été renouvelée.

Conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 211 de la loi n° 13/98/AN du 28 avril 1998

portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction Publique, cette seconde période de suspension n'était plus renouvelable et Monsieur SANOU devait reprendre service. L'intéressé, plus d'un (01) mois après la fin de la période de suspension, n'a ni repris service, ni jugé nécessaire de manifester son intention de reprendre le service, ni exprimé sa volonté de quitter son emploi.

Suite à l'adoption d'un nouveau statut du personnel de l'ARTEL, de nouvelles grilles salariale et indemnitaire, Monsieur SANOU écrit pour demander des informations sur sa nouvelle classification. En janvier 2010, il convoque l'Autorité de régulation devant l'inspection du travail pour demander la régularisation de sa situation administrative et salariale d'une part, et des dommages-intérêts sur le fondement d'une prétendue discrimination dont il aurait été victime. Au 31 décembre 2010, la tentative de conciliation à l'inspection du travail n'a pas abouti, et le dossier suit son cours devant le tribunal du travail.

En guise de conclusion, l'on peut noter que le traitement diligent par l'Autorité de régulation des différends entre les opérateurs permet d'éviter à n'en pas douter, la longueur et le coût des procédures judiciaires ; ceci vient confirmer le rôle moteur de l'Autorité de régulation dans la gestion du secteur des communications électroniques.

G - LE SERVICE UNIVERSEL

Accès et service universels

La loi portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso prévoit l'accès et le service universels des communications électroniques. Le service universel des communications électroniques fournit à tous un service de communications électroniques de qualité à un prix abordable. Il assure l'acheminement des communications électroniques en provenance ou à destination des points d'abonnement ainsi que l'acheminement gratuit des appels d'urgence, la fourniture d'un service de renseignement et d'un annuaire d'abonnés, sous forme imprimée et électronique et la desserte du territoire national en cabines téléphoniques installées sur le domaine public. Il est fourni dans des conditions tarifaires et techniques prenant en compte les difficultés spécifiques rencontrées dans l'accès au service de communications électroniques par certaines catégories de personnes à raison notamment de leur niveau de revenu ou de leur handicap.

Les prestations figurant dans le service universel couvrent :

- le service téléphonique ;
- l'annuaire et les services de renseignements téléphoniques ;
- l'accès aux services d'urgence ;
- la disponibilité dans les villes et villages de points d'accès publics aux services de communications électroniques ;
- l'accès haut débit à l'Internet et aux services accessibles via le réseau Internet, en particulier les

- services adaptés aux besoins des populations locales ;
- la disponibilité sur toute l'étendue du territoire national d'une infrastructure de transmission large bande accessible à tous les opérateurs et prestataires de services de communications électroniques pour le transport de la voix, des données et de la vidéo.

La fourniture de ces prestations doit se faire dans des conditions tarifaires abordables, de qualité et inclure des mesures en faveur des personnes handicapées.

La réalisation des objectifs de l'accès et du service universels des communications électroniques est assurée sur financement des ressources du Fonds pour l'accès et le service universels des communications électroniques créé dans les comptes de l'Autorité de régulation.

L'Autorité de régulation a la responsabilité d'établir, en consultation étroite avec le ministère en charge des technologies de l'information et de la communication, un projet de stratégie nationale de l'accès et du service universels des communications électroniques.

La stratégie nationale de service et d'accès universels arrêtée pour une période de 3 ans est approuvée par décret pris en Conseil des Ministres.

La stratégie de développement du service universel élaborée en 2005 par le cabinet McCarthy Tétrault a été reprise par l'Autorité de régulation et adaptée au contexte actuel du secteur marqué par l'importante couverture du territoire par les réseaux mobiles, par une définition plus ambitieuse des objectifs de l'accès et du service universels.

En effet, l'accès et le service universels incluent notamment la mise en place d'accès haut débit à l'Internet dans les écoles, les formations sanitaires, les services de sécurité, les mairies, les bibliothèques, les bureaux de poste et les autres centres communautaires ainsi que le développement de contenus, d'applications et de services adaptés aux besoins locaux. Ainsi donc, cette stratégie révisée prend en compte :

- l'évolution constatée et prévisible des technologies et de l'offre de services aux plans mondial et régional ;
- l'état des réseaux et des offres de services sur le marché national des communications électroniques ;
- les variations de la demande de services de la population ou des groupes spécifiques ciblés par la stratégie nationale de service et d'accès universels ;
- le bilan des actions réalisées.

L'adoption en cours du projet de décret portant définition des modalités de mise en œuvre de l'accès et du service universel des communications électroniques et des modalités de gestion du fonds pour l'accès et le service universel des communications électroniques et du projet de décret portant approbation de la stratégie nationale de service et d'accès universels permettront d'engager le processus de sélection des opérateurs ou prestataires de service universel.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LE PARTENARIAT

Pour 2010, l'Autorité de régulation s'est illustrée à travers une intense activité de coopération. Outre la participation remarquée aux instances de concertation entre régulateurs, elle a noué des relations bilatérales avec des instances sœurs. Cela a permis au Conseil de régulation de partager son expérience et de s'enrichir de celle des autres.

A - LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Au cours de la période sous revue, des agents de l'Autorité de régulation ont effectué plusieurs missions pour prendre part à des réunions internationales notamment dans le domaine des radiocommunications et de la régulation. Au titre des réunions, on peut retenir :

- les réunions statutaires de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et des organisations régionales et sous-régionales des télécommunications (UAT, ARTAO, CRTEL, FRATEL) ;
- les rencontres d'échanges avec des administrations de régulation africaines et de France.



Des membres du Conseil de régulation lors de la remise du rapport 2009

La liste des missions effectuées au cours de la période figure dans le tableau ci-dessous :

N°	DATE	LIEU	INTITULE
1	20 au 21/01/2010	Paris	Séminaire du CAPTEF de préparation à la CMR 2012
2	07 au 12/02/2010	Tunis	Visite de travail à l'Instance de Nationale des Télécommunications de Tunisie (INTT)
3	20 au 27/02/2010	Genève (Suisse)	Participation à la 15 ^{ème} réunion du Groupe Consultatif pour le Développement des télécommunications (GCDT) de l'UIT
4	24/03/2010 au 03/04/2010	Bamako (Mali)	Participation à la deuxième réunion préparatoire pour l'Afrique en vue de la CMDT-10 et la 11 ^{ème} session du Conseil d'Administration de l'UAT.
5	11 au 24/04/2010	Genève (Suisse)	Participation aux travaux de la session 2010 du conseil de l'UIT
6	17/04/2010	Dakar	Conseil d'administration de l'ESMT
7	22 au 30/04/2010	Tunis	Participation à la 7 ^{ème} réunion annuelle du FRATEL
8	28/04/2010	Accra	Séminaire sur les systèmes de numérisation et leurs convergences
9	09/05/2010	Accra	Etablissement de visas indiens pour la délégation de l'ARCE se rendant à Hyderabad (Inde)
10	17 au 21/05/2010	Fremont	Revue de conception du projet de fourniture et d'installation d'un système de gestion et de contrôle du spectre
11	28/05/2010 au 04/06/2010	Hyderabad (Inde)	Participation à la Conférence Mondiale de Développement des Télécommunications (CMDT – 10)
12	28/06/2010 au 30/06/2010	Abidjan (Côte-d'Ivoire)	Participation à la 4 ^{ème} réunion annuelle du CRTEL
13	05/07/2010	Paris	Visite de travail et d'échanges avec l'ARCEP France
14	11 au 17/07/2010	Banjul (Gambie)	Participation au forum régional de l'UIT sur le développement. Thème : la gestion moderne

			du spectre et passage de la radio diffusion analogique à numérique.
15	27 au 29/07/2010	Bamako	Réunion de concertation des Ministres en charge des télécommunications et des TIC de l'espace UEMOA
16	01 au 14/08/2010	Casablanca	Participation à la formation sur le thème «Dynamiser sa fonction et améliorer la performance de son secrétariat»
17	12/09/2010	Brazzaville	Troisième réunion de plénipotentiaires de l'UAT
18	29/09 au 26/10/2010	Guadalajara (Mexique)	Participation à la conférence de plénipotentiaires de l'UIT (PP-10) et aux sessions du conseil de l'UIT.
19	02/10/2010	Fremont	Réception en usine des équipements des centres de contrôle des fréquences de Yimdi et de Bobo Dioulasso.
20	07 au 14/11/2011	Dakar	Participation au 10è Global Symposium for Regulators (GSR) et au 3è Global Industrie Leaders' Forum (GILF)

B LE PARTENARIAT

Ce partenariat concerne essentiellement les concertations bilatérales.

Dans le cadre de la coordination de l'utilisation du spectre et des activités internationales, les actions ci-après ont été menées :

- la notification à l'UIT des fréquences d'émission HF de la RTB conformément à l'article RR-12 du Règlement des Radiocommunications relatif à l'utilisation des bandes d'ondes décimétriques par la Radiodiffusion sonore ;
- la participation à la réunion de coordination de l'utilisation des fréquences radioélectriques dans la zone frontalière Burkina – Mali tenue à Orodara les 11 et 12 janvier 2010 qui a abouti à la conclusion d'un accord de coordination et de partage de bandes de fréquences dans cette zone frontalière ;
- la participation à la réunion de coordination de l'utilisation des fréquences radioélectriques dans les zones frontalières Burkina - Niger et Burkina - Bénin du 8 au 10 novembre à Niamey (Niger) qui a permis la conclusion de deux accords de coordination et de partage de bandes de fréquences dans ces zones frontalières.

Il faut enfin signaler au titre des activités du Conseil de régulation que des Conseillers ont conduit des délégations de l'Autorité de régulation aux réunions internationales ci-dessous :

- le 7ème séminaire annuel du FRATEL à Tunis ;
- la visite de travail à l'Instance Nationale des Télécommunications de Tunisie (INTT) à Tunis ;
- la Conférence Mondiale de Développement des Télécommunications (CMDT-10) à Hyderabad en Inde ;
- la Conférence des Plénipotentiaires de l'UIT (PP10) à Guadalajara au Mexique ;
- la réunion du Comité des Régulateurs de Télécommunications (CRTEL) à Abidjan en Côte d'Ivoire ;
- le forum mondial des régulateurs (GSR) à Dakar au Sénégal.

UNE ADMINISTRATION DYNAMIQUE ET À LA QUÊTE DU SAVOIR

LES ACTIVITES DE LA PRESIDENCE

Outre l'organisation et la tenue des sessions du Conseil de régulation, le Président de l'Autorité de régulation a mené au cours de la période sous revue les activités ci-après :

- la coordination des activités du Secrétariat général et des directions ;
- la préparation de tous les projets de textes soumis à l'examen et à l'adoption du Conseil de régulation et dont la liste est donnée ci-dessus ;
- la conduite de l'opération de renouvellement des licences des opérateurs de téléphonie mobile ;
- le réaménagement du plan de numérotation pour tenir compte de la saturation du préfixe A=7 affecté à la téléphonie mobile (taux d'utilisation de 90%) d'une part et de la sous utilisation des séries A = 2, 4 et 5 réservées à la téléphonie fixe (taux d'occupation de 1,3%) d'autre part ;
- la préparation du dossier d'appel d'offres pour l'attribution d'une quatrième (4ème) licence globale de communications électroniques ;
- l'organisation de rencontres avec les opérateurs de téléphonie mobile et leurs distributeurs ainsi que les forces de sécurité (gendarmerie nationale et police nationale) afin de trouver une solution définitive au problème épineux de l'identification des abonnés de téléphonie mobile ;
- l'animation de plusieurs conférences de presse en vue d'assurer une bonne visibilité de l'Autorité de régulation et une transparence vis-à-vis des actions menées notamment au titre du renouvellement des licences des opérateurs et l'identification des abonnés de téléphonie mobile ;
- la conduite de négociations entre les opérateurs dans le cadre du renouvellement de leur licence d'une part, et du recouvrement des dettes d'interconnexion d'autre part ;

- l'établissement de conventions avec des opérateurs de téléphonie dans le cadre du recouvrement des créances de l'Autorité de régulation ;
- la signature d'une convention de partenariat avec l'Agence Nationale de Certification Electronique (ANCE) de Tunisie en vue de la mise en œuvre de la certification électronique au Burkina Faso ;
- le règlement des litiges entre les opérateurs.

Au cours de la période, le Président de l'Autorité de régulation a également fait du renforcement des capacités du personnel, une priorité. Pour ce faire, des séminaires de formation ont été organisés à Ouagadougou et animés par des consultants nationaux et internationaux. En outre, le personnel a bénéficié de formations internationales notamment au Maroc, en Tunisie, au Cameroun et en France.

Le Président de l'Autorité a conduit des délégations de l'Autorité de régulation aux rencontres et missions ci-dessous :

- la rencontre Gouvernement - Secteur-privé à Bobo-Dioulasso ;
- la réunion de coordination à Orodara sur l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques à la frontière Mali-Burkina ;
- le suivi des travaux de construction du centre de contrôle des fréquences radioélectriques de Bobo-Dioulasso ;
- la participation à la 5^e édition « ICT4all Forum -Tunis+5 » ;
- la visite de travail et d'échanges à Paris avec l'Autorité de régulation de France ;
- la participation au 7^e séminaire de Fratel à Tunis.

Les activités d'Audit interne

Au cours de la période sous revue, les activités suivantes ont été menées :

- une évaluation des risques liés à l'efficacité du contrôle interne à travers deux (02) missions d'audit de conformité afin d'identifier les dysfonctionnements dans la gestion des risques et l'efficacité opérationnelle ;
- une mission d'audit de performance et une mission d'assistance ;
- un projet de charte d'audit, qui après adoption, doit éclairer les partenaires du Département sur ses objectifs et ses méthodes de travail.

Les activités de communication

Au cours de la période sous revue, les activités de communication se résument comme suit :

- l'animation et la mise à jour du site web de l'Autorité de régulation ;
- la conception et la mise en œuvre des plans média pour les rencontres, séminaires et diverses activités organisées par l'Autorité de régulation ;
- l'élaboration des termes de référence pour le concours du logotype type de l'Autorité de régulation et pour la réalisation du spot publicitaire sur l'opération d'identification des abonnés ;
- la planification d'interviews et d'entretiens du président de l'Autorité de régulation dans les médias et l'organisation de conférences de presse ;
- la participation à la mission de consultation pour l'élaboration du plan national de cybersécurité ;
- la mission au Ghana pour l'établissement des visas des membres de la délégation de l'Autorité de régulation à la réunion sur le développement des télécommunications à Hyderabad en Inde ;
- la rédaction de projets de discours ;
- l'organisation de rencontres et la rédaction de projets de communiqués de presse ;
- la participation au jury de désignation du prix spécial Gallian ;
- l'organisation des rencontres entre l'Autorité de régulation et les opérateurs et leurs distributeurs et sous distributeurs sur l'identification des abonnés aux réseaux de téléphonie mobile.

LES ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL

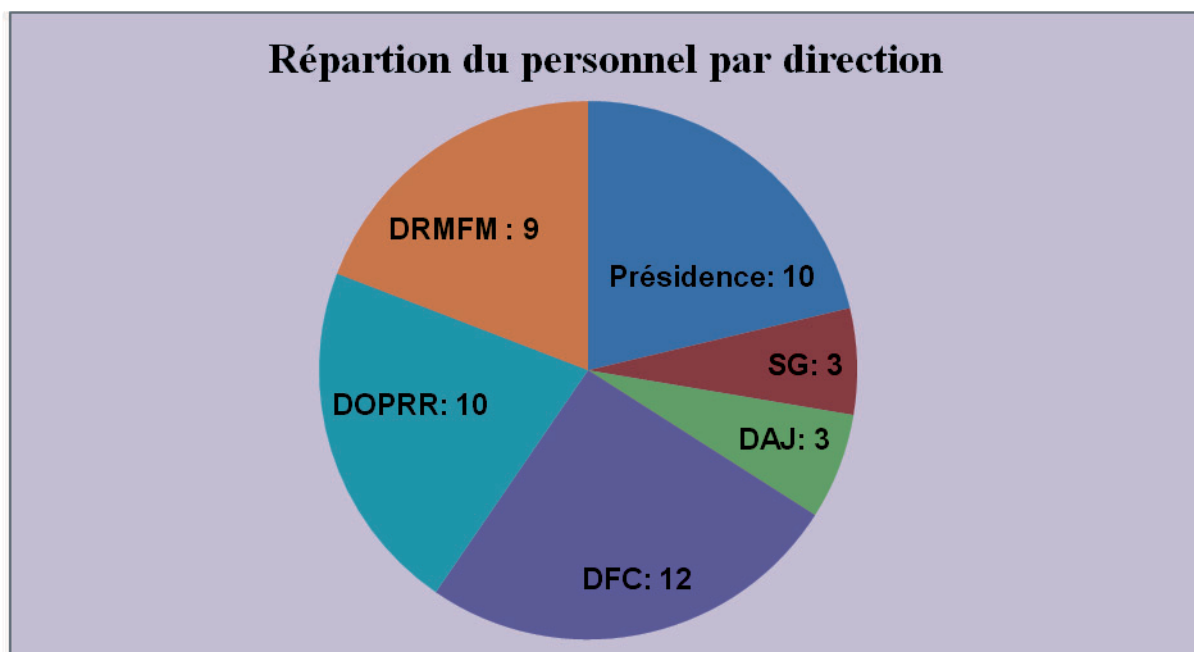
Au cours de l'année 2010, les activités du Secrétariat général se résument comme suit :

- la participation aux travaux de la Commission d'Attribution des Marchés (CAM) dont le Secrétaire général assure la présidence ;
- le suivi de l'exécution du plan de passation des marchés de l'année 2010 ;
- la participation aux sessions du Conseil de régulation et l'élaboration des comptes rendus desdites sessions ;
- le traitement de dossiers spécifiques qui lui sont confiés par le Président de l'Autorité de régulation ;
- le traitement des dossiers du personnel (engagements, prises de service, congés et autorisations d'absence, appréciations, avancements, etc.) ;
- la participation à des réunions et missions internationales ;
- la participation aux réunions de direction.

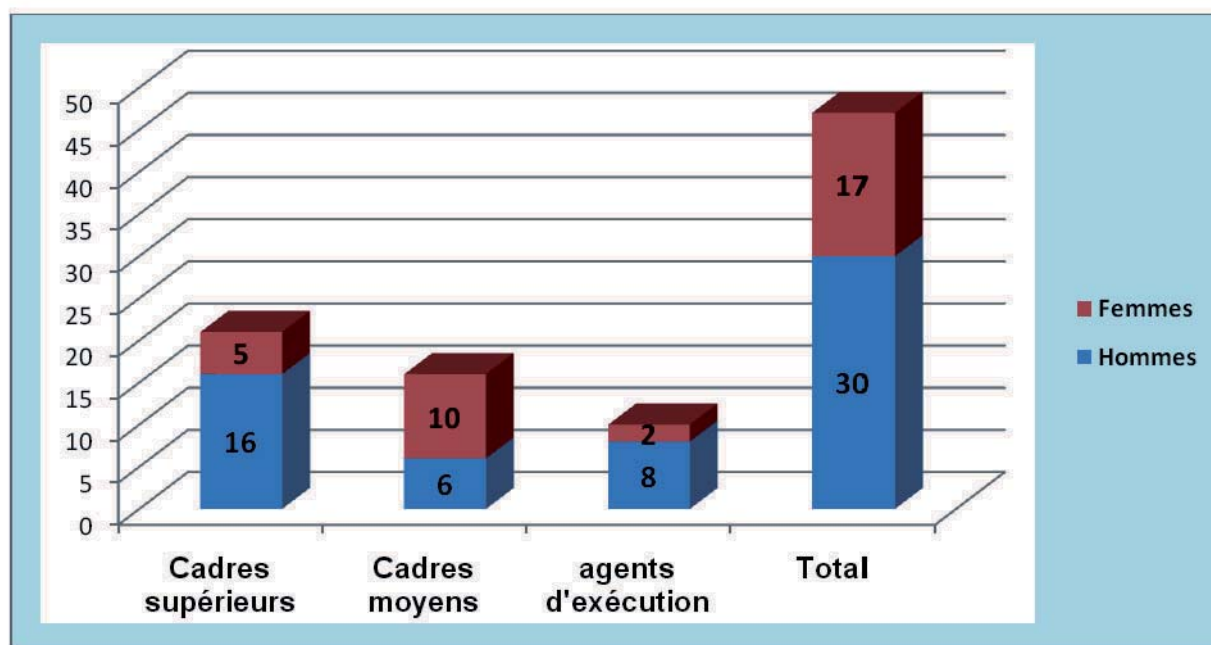
Le traitement des dossiers du personnel

Au 31 décembre 2010, l'Autorité de régulation comptait un effectif de quarante sept (47) agents contre trente trois (33) en 2009 soit un taux de progression de 42,42%.

La répartition du personnel par direction, par catégorie et par sexe est donnée dans les graphiques ci-après.



Graphique 1 : répartition du personnel par direction au 31 décembre 2010



Graphique 2 : répartition du personnel par catégorie et par sexe au 31 décembre 2010

Le taux d'encadrement général est de 78,7% et le taux d'encadrement supérieur de 44,7%. Quant au personnel féminin, il représente 38,3% de l'effectif total.

Au titre du traitement des dossiers du personnel, les activités ci-après ont été menées au cours de l'année 2010 :

- dans le cadre du suivi de la carrière du personnel, douze (12) agents ont bénéficié chacun d'un avancement d'échelon ;
- vingt quatre (24) agents ont bénéficié en moyenne de seize (16) jours de congés ; les agents n'ayant pas bénéficié de congés annuels sont en grande partie ceux ayant intégré l'Autorité de régulation en fin d'année 2009 et en début d'année 2010 ;
- au titre des autorisations d'absence, quatre vingt (80) dossiers ont été traités concernant trente huit (38) agents qui ont bénéficié d'un total de cent trente trois (133) jours ;
- il a été enregistré cent soixante sept (167) jours d'arrêts de travail pour repos médical délivré à vingt un (21) agents dont deux (02) ont bénéficié cumulativement de cent sept (107) jour par suite d'accidents graves de la circulation : fort heureusement les intéressés sont en voie de guérison et ont repris le travail en début 2011.

La formation du personnel

Comme signalé au niveau des activités de la Présidence, la formation du personnel a pris une part importante dans les activités de la période sous revue. Ces formations qui se sont déroulées tant à Ouagadougou qu'à l'étranger ont concerné l'ensemble du personnel d'encadrement et certains agents d'exécution.



Le président de l'Autorité de régulation a eu à cœur d'assurer la formation de ses agents

Au titre des formations extérieures, vingt un (21) agents ont bénéficié de dix huit (18) formations.

Les formations qui se sont déroulées à Ouagadougou et dont certaines ont connu la participation des autres acteurs du secteur des communications électroniques (MPTIC, opérateurs de téléphonie, presse, etc..) ont porté sur :

- la régulation des télécommunications ;
- le calcul des coûts d'interconnexion (deux séminaires ont été organisés à cet effet) ;
- la cybersécurité ;
- la gestion des ressources humaines.

Pour les formations extérieures, les thèmes suivants ont été développés :

- la régulation des télécommunications à travers la formation BADGE ;
- les finances et la gestion budgétaire et comptable ;
- l'audit interne et l'audit de performance ;
- le contrôle de gestion ;
- la gestion des télécommunications dans le nouvel environnement ;
- le management intégré de la fonction « assistantat de direction » ;
- la maîtrise du temps ;
- les techniques d'accueil et la gestion du courrier.

La participation aux travaux de la Commission d'Attribution des Marchés

Les travaux de la Commission d'Attribution des Marchés (CAM) de l'Autorité de régulation ont concerné le dépouillement d'offres et l'attribution de marchés pour :

- les fournitures de bureau ;
- la fourniture de produits d'entretien ;
- la fourniture de matériel informatique ;
- la maintenance des climatiseurs ;
- le choix d'un cabinet d'audit pour l'audit des comptes financiers des opérateurs de téléphonie pour la période 2006-2008 ;
- les travaux complémentaires du siège de l'Autorité de régulation (aménagement de parkings et assainissement du site) ;
- les travaux de construction du centre de contrôle des fréquences de Bobo Dioulasso ;
- le choix d'un avocat conseil pour l'Autorité de régulation (ce dossier a été déclaré infructueux) ;
- la conception d'un logotype pour l'Autorité de régulation.

LES PERSPECTIVES

Pour l'année 2011, l'Autorité de régulation prépare plusieurs grands chantiers dont les principaux sont :

***L'opération de certification électronique.**

Aux termes de la loi portant réglementation des services et transactions électroniques au Burkina Faso, l'Autorité de régulation est désignée comme organe d'accréditation. C'est dire qu'elle doit accréditer certaines sociétés, dénommées organes de certification électronique, chargées de délivrer des certificats à des clients.

Cette opération, initiée par l'Autorité de régulation, est d'une grande importance car elle doit déboucher sur la mise en place d'organes de certification privés, d'organes d'enregistrement chargés de la collecte des demandes de certificats.

C'est le cas de fonder un grand espoir sur ce secteur qui peut devenir pour notre pays un véritable creuset d'emplois.

*** La poursuite de l'opération d'identification des abonnés mobiles**

L'Autorité de régulation des communications électroniques a entrepris, depuis le mois d'Août 2010, une opération de sensibilisation des opérateurs et leurs distributeurs sur la nécessité d'identifier l'ensemble des abonnés sur tous les réseaux mobiles.

Les raisons pour lesquelles cette opération est d'une importance indéniable sont de deux ordres. La première raison tient au fait que le secteur des télécommunications est un secteur réglementé au niveau national, sous-régional (UEMOA et CEDEAO) et international par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT). Il importe aux opérateurs de connaître individuellement leurs clients, leurs habitudes de consommation, leurs préférences, leurs besoins, etc.

D'où la nécessité de disposer d'un fichier complet de la clientèle, afin de la suivre pour mieux la servir. Ne dit-on pas que le client est roi !

La deuxième raison pour laquelle nous souhaitons communiquer le plus largement sur l'opération d'identification, est d'ordre sécuritaire.

Les forces de sécurité qui sont aux côtés de l'Autorité de régulation sont confrontées chaque jour à des actes posés par des criminels qui utilisent les téléphones mobiles, sans laisser de traces. Ce qui ne facilite pas leur poursuite naturellement.

D'où la nécessité de mettre un accent particulier sur l'enregistrement de l'ensemble des utilisateurs de téléphones mobiles dans les bases de données des opérateurs. Des progrès sensibles ont été enregistrés mais des efforts restent encore à faire et l'Autorité de régulation poursuivra sa campagne d'information et de sensibilisation à travers le pays.

* La dénumérotation

Le plan national de numérotation est la ressource constituée par l'ensemble des numéros permettant notamment d'identifier les points de terminaison fixes ou mobiles des réseaux et services téléphoniques, d'acheminer les appels et d'accéder à des ressources internes aux réseaux.

Depuis 2004, le Burkina Faso dispose d'un plan national de numérotation de format huit (08) chiffres. Déjà à cette époque, ce plan avait essentiellement pour objectifs de :

- répondre aux besoins croissants en numéros, surtout pour les opérateurs de téléphonie mobile ;
- couvrir les besoins à long terme.

Effectivement, ce plan national de numérotation a permis :

- l'introduction de la notion de zones géographiques pour la téléphonie fixe ;
- l'ouverture d'une plage pour la téléphonie mobile ;
- le dégagement d'une plage pour les services à valeur ajoutée (SVA).

Le constat aujourd'hui est que les séries de numéros dédiées à l'opérateur fixe d'un potentiel de 30 000 000 de numéros ne sont attribués qu'à moins de 1,5%. Pendant ce temps, la série de numéros commençant par A=7 ouvert pour la téléphonie mobile est consommé à 100%.

Il s'avère impérieux de revisiter le plan d'attribution et de procéder à un réaménagement qui tiennent compte de l'évolution fulgurante de la téléphonie mobile.

* L'adoption d'un plan stratégique de cybersécurité.

La croissance rapide des réseaux des technologies de l'Information et de la Communication a ouvert hélas aux criminels de nouvelles voies pour exploiter les points faibles des réseaux et plus particulièrement de l'Internet pour s'en prendre aux infrastructures essentielles des pays.

Pour ce faire, rendre l'utilisation des réseaux et des services plus sûre est l'un des défis majeurs et complexes que doit porter notre plan national de cybersécurité.

Certes, les notions de frontières nationales, dans une grande mesure, sont absentes du cyberspace et les cybermenaces surviennent à tout moment et causent de très graves dégâts ; les tentatives actuelles de résolutions de ces problèmes sur les plans national et régional sont insuffisantes, mais chaque Etat est appelé à faire de son mieux pour assurer sa cybersécurité.

La démarche de l'Autorité de régulation s'inscrit dans ce sens tout en s'appuyant sur le Programme mondial de cybersécurité mis en place par l'Union Internationale des Télécommunications.

Face aux menaces, la protection des infrastructures essentielles de l'information ne relève plus que de la responsabilité des pouvoirs publics. Elle concerne aussi le secteur privé, les organisations et les particuliers qui

utilisent ces infrastructures. Notre stratégie requiert donc un effort continu pour sécuriser les infrastructures critiques et un partenariat public-privé incluant les sociétés et les organisations non gouvernementales. En d'autres termes, tous ceux qui mettent au point, possèdent, fournissent, gèrent, entretiennent et utilisent les technologies, les systèmes et les réseaux de l'information et de la communication doivent apporter leur contribution à la protection des infrastructures de communications électroniques.

2011 sera aussi l'année de prise en charge de la régulation du secteur postal. Cela se traduira par le changement de dénomination de l'Autorité de régulation qui deviendra Autorité de régulation des Communications électroniques et des Postes.

A cette occasion, la structure se dotera d'une nouvelle identité visuelle avec le logotype.



CONCLUSION

Le présent rapport a présenté succinctement les activités réalisées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes pour l'année 2010.

Dans l'exécution de ses missions, les activités réalisées se résument comme suit :

- la conduite du processus de renouvellement des licences des trois (03) opérateurs de téléphonie ;
- le processus d'élaboration des textes d'application de la loi n°061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso ;
- le suivi de l'exécution des obligations des opérateurs ;
- la poursuite de la révision de la stratégie de service universel ;
- le suivi du respect des conventions conclues entre les opérateurs dans le cadre de leurs dettes d'interconnexion ;
- la mise en œuvre des nouvelles lois adoptées en 2009 et au cours de l'année 2010 comprenant :
 - la loi n°045-2009/AN du 10 novembre 2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso ;
 - la loi n°011-2010/AN du 30 mars 2010 portant réglementation de la gestion des noms de domaines sous le domaine de premier niveau .bf ;
 - la loi n°027-2010/AN du 25 mai 2010 portant modification de la loi 061-2008/AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques ;
 - la loi 028-2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation générale des activités postales au Burkina Faso.
- le règlement des litiges entre les opérateurs ;
- la supervision des travaux de construction des centres de contrôle du spectre de fréquences radioélectriques à YIMDI (Tanghin-Dassouri) et à Bobo-Dioulasso ;
- le suivi du dossier d'acquisition des équipements de gestion et contrôle du spectre des fréquences radioélectriques dont la réception et l'installation sont programmées pour le premier trimestre 2011 ;
- la finalisation de l'étude sur la stratégie de développement des réseaux et services des communications électroniques ;
- le recrutement et l'intégration de dix (10) agents dont sept (07) cadres supérieurs pour le renforcement du personnel de l'Autorité de régulation ;
- la formation des nouveaux agents pour une maîtrise rapide de la régulation des télécommunications.

Les principales difficultés auxquelles l'Autorité de régulation a été confrontée peuvent se résumer comme suit :

- la gestion difficile des activités de régulation sur la seule base de la loi n°061-2008/ AN du 27 novembre 2008 portant réglementation générale des réseaux et services de communications électroniques au Burkina Faso ; cette difficulté s'estompera avec l'adoption des différents textes d'application ;
- le non-respect par les opérateurs de l'obligation de publier annuellement et dans les délais réglementaires les catalogues d'interconnexion voire la non maîtrise ou le peu d'intérêt accordé par les opérateurs à la publication régulière de ces catalogues ;
- les difficultés liées au recouvrement des créances auprès notamment des opérateurs ONATEL et TELECEL d'une part et des promoteurs de chaînes de radio et de télévision d'autre part. Les dispositions prises au cours de l'année ont permis de résorber quelque peu le volume des créances.

Malgré les difficultés qui du reste sont en baisse par rapport à l'année précédente, les activités réalisées montrent que le secteur poursuit une croissance soutenue favorisée notamment par le rôle du régulateur et une concurrence de plus en plus accrue entre les différents opérateurs de téléphonie.



ANNEXE

DETAIL DES SESSION DU CONSEIL DE REGULATION

DATE	SESSION	POINTS EXAMINES PAR LA SESSION
29/01/2010 :	1 ^{ère} session ordinaire	<p>Point sur les principales activités menées en janvier 2010 comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mission de coordination relative à l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques dans les zones frontalières Mali-Burkina Faso ; - la mission du consultant ICEA pour l'élaboration d'une stratégie de développement des réseaux et services des communications électroniques ouverts au public ainsi que les textes réglementaires de la loi 061-2008/AN du 27 novembre 2008 ; - la mission du consultant PMI Conseil chargé de la mesure de la qualité de service des réseaux de téléphonie mobile, la couverture des localités et des axes routiers. <p>Examen et adoption de deux rapports dont l'un portant sur les créances et l'autre relatif aux agents d'exécution.</p> <p>Examen de deux notes d'information relatives aux recrutements du personnel d'une part, et à l'état d'identification des abonnés de la téléphonie mobile d'autre part.</p>
25/02/2010 :	2 ^e session ordinaire	<p>Examen et adoption des nouveaux cahiers des charges des opérateurs mobiles GSM (TELMOB S.A., CELTEL BURKINA FASO S.A. et TELECEL FASO S.A.).</p>

26/02/2010 :	1 ^{ère} session extraordinaire	Examen et adoption du projet de décret portant définition des procédures et des conditions attachées aux régimes des licences individuelles, autorisations générales et déclarations pour l'établissement et l'exploitation des réseaux et services de communications électroniques.
--------------	---	--

09/03/2010	3 ^e session ordinaire	Examen et adoption du rapport sur l'audit des obligations techniques des cahiers des charges des opérateurs GSM (TELMOB S.A., CELTEL BURKINA FASO S.A. et TELECEL FASO S.A.).
12/03/2010 :	2 ^e session extraordinaire	Examen et adoption des deux projets de décrets : <ul style="list-style-type: none"> - projet de décret portant fixation des taux et modalités de recouvrement des redevances, contributions et frais institués au profit de l'Autorité de régulation des communications électroniques ; - projet de décret portant définition des conditions générales d'interconnexion des réseaux et services de communications électroniques et d'accès à ces réseaux et services.
07/04/2010 :	4 ^e session ordinaire	Examen et adoption d'un rapport et de deux projets de décrets : <ul style="list-style-type: none"> o rapport portant état d'exécution des cahiers des charges des opérateurs mobiles et du rapport en Conseil des ministres ; o projet de décret portant définition des procédures applicables à la gestion du spectre des fréquences radioélectriques ; o projet de décret portant définition des modalités de mise en œuvre de l'accès et du service universel des communications électroniques et des modalités de gestion du fonds pour l'accès et le service universel des communications électroniques.

12/05/2010 :	5 ^e session ordinaire	<p>Examen et adoption d'un rapport et de deux projets de décrets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport sur l'étude comparative des tarifs de communications électroniques dans l'espace UEMOA ; - projet de décret portant définition des procédures de gestion du plan de numérotation ; - projet de décret portant modalités d'établissement et de contrôle des tarifs des services de communications électroniques.
08/06/2010 :	6 ^e session ordinaire	<p>Examen et adoption des rapports ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport d'activités au 31 décembre 2009 et rapport d'exécution du budget exercice 2009 ; - rapport de présentation des états financiers – arrêt des comptes financiers exercice 2009 ; - rapport du Commissaire aux comptes au Conseil de régulation de l'ARCE sur les états financiers (exercice clos le 31 décembre 2009) ; - rapport du Commissaire aux comptes sur le fonds d'accès au service universel (exercice clos le 31 décembre 2009).
21/07/2010 :	7 ^e session ordinaire	<p>Adoption du projet de décret définissant les conditions d'occupation du domaine public routier par les exploitants de réseaux de communications électroniques ouverts au public ;</p> <p>Adoption du projet de décret définissant les utilisateurs de fréquences radioélectriques exemptés du paiement des frais de redevances ou bénéficiant d'une réduction de leur montant ;</p> <p>Adoption du projet de décret définissant les obligations des opérateurs de communications électroniques en matière de conservation des données de trafic et de localisation ;</p> <p>Adoption du projet de cahier des charges réseau mobile de 3^{ème} génération ;</p> <p>Adoption du projet de cahier des charges de la licence individuelle pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de fibre optique et de service de location de capacités.</p>

25/08/2010 :	8 ^e session ordinaire	<p>Adoption du projet de décret portant définition des modalités de mise en œuvre de l'accès et du service universel des communications électroniques et des modalités de gestion du fonds pour l'accès et du service universel des communications électroniques ;</p> <p>Adoption du rapport d'exécution du budget au 31 juillet 2010 ;</p> <p>Adoption du projet de décision relative à la vente des puces des opérateurs de téléphonie mobiles à des points de distribution fixes.</p>
15/09/2010 :	3 ^e session extraordinaire	<p>Adoption des catalogues d'interconnexion des opérateurs de téléphonie (ONATEL, TELMOB, CELTEL et TELECEL) ;</p> <p>Mise en œuvre de la loi n°028-2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation des activités postales au Burkina Faso ; cette session a été organisée au profit des opérateurs du secteur avec la participation effective du MPTIC.</p>
30/09/2010 :	9 ^e session ordinaire	<p>Examen de la proposition d'amendement de l'arrêté n°2009-002/ARCE/CR portant organisation et fonctionnement des services de l'Autorité de régulation des communications électroniques ;</p> <p>Examen des projets d'arrêtés portant organisation et fonctionnement des services de l'Autorité de régulation des communications électroniques ;</p> <p>Examen et adoption du rapport portant réaménagement du budget 2010 de l'ARCE ;</p> <p>Les deux premiers points ont été examinés mais leur adoption a été reportée pour attendre la prise des textes d'application des nouvelles lois portant sur la réglementation du secteur postal, des services et transactions électroniques et des noms de domaine.</p>
15/10/2010	10 ^e session ordinaire	<p>Présentation de la loi n°028-2010/AN du 25 mai 2010 portant réglementation générale des activités postales au Burkina Faso.</p> <p>Information sur la mise en œuvre de la réglementation des activités postales.</p>

		Présentation détaillée par les sociétés non bénéficiaires d'agrément de leurs activités.
19/10/2011	4 ^e session extraordinaire	Examen et adoption du programme d'activités 2011. Ouverture des offres pour l'attribution d'une quatrième (4 ^e) licence globale pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques ouvert au public incluant la 3G au Burkina Faso.
23/11/2010	11 ^e session ordinaire	Examen et adoption du rapport d'activités au 30 septembre 2010. Examen et adoption du rapport d'exécution du budget au 30 septembre 2010. Examen et adoption du projet de budget exercice 2011.
29/11/2010	5 ^e session extraordinaire	Examen des textes sur l'étude portant stratégie de mise en œuvre de la télévision numérique terrestre (TNT) au Burkina Faso à travers : <ul style="list-style-type: none"> - le livrable 1 sur la les expériences TNT à l'échelle internationale ; - le livrable 2 traitant du projet stratégique de la TNT ; - le livrable 3 sur les projets de textes législatifs et analyse des multiplex TNT ; - le livrable 4 portant sur le cadre réglementaire et le projet de loi relative à la TNT au Burkina Faso.
21/12/2010	12 ^e session ordinaire	Cette session a été consacrée à l'examen et l'adoption des projets de textes d'applications de la loi postale comprenant : <ul style="list-style-type: none"> - le projet de décret portant modalités d'attribution des autorisations, détermination des redevances et gestion du fonds de compensation du service postal universel ; - le projet de décret portant concession d'exploitation du service postal universel à l'opérateur postal désigné ;

		<ul style="list-style-type: none"> - le projet de décret portant limites de poids et de prix des prestations relevant du service postal universel ; - le projet de décret portant fixation des normes de couverture territoriale, de qualité de service et d'encadrement tarifaires du service postal universel ; - le projet de décret portant approbation du cahier des charges de l'opérateur postal désigné.
28/12/2010	6 ^è session extraordinaire	<p>Présentation de la loi n°045-2009/AN du 10 novembre 2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso.</p> <p>Examen et approbation du plan national de cybersécurité.</p> <p>Présentation du projet de centre de lutte contre la cybercriminalité.</p>

LISTE DES ABREVIATIONS

3G	Troisième Génération
4G	Quatrième Génération
ADSL	Asymmetric Digital Subscriber Line (Ligne numérique d'abonné asymétrique)
BLR	Boucle Locale Radio
CDMA	Code Division Multiple Access (Accès Multiple à répartition par Code)
CPL	Courants Porteurs en Ligne
EDGE	Enhanced Data rates for GSM Evolution (Evolution de la norme GSM pour les Débits élevés)
FH	Faisceaux Hertiens
FM	Frequency Modulation (Modulation de Fréquences)
FTTH	Fiber To The Home (Réseau fibre optique)
Ghz	GigaHertz
GPRS	General Packet Radio Services (téléphonie sans fil large bande ; transition de la deuxième à la troisième Génération)
GSM	Global System for Mobile communications (norme numérique de seconde génération pour la téléphonie mobile)
HF	High Frequency (Hautes Fréquences)
ICAN	Internet Corporation for Assigned Names and Numbers
IMT	International Mobile Telecommunications (norme globale pour la troisième génération 3G communications sans fil définies par l'Union internationale des télécommunications)
MHz	MégaHertz
MMDS	Microwave Multipoint Distribution System (Système Distribution Micro-onde Multipoint)
NGN	Next Generation Network (Réseau de nouvelle Génération)
NIC	Network Informations Center
PMR	Private Mobile Radio or Professionnel Mobile Radio (Réseau Mobile terrestre Privé)
SHF	Super High Frequency (Supères hautes fréquences)
TV	Télévision
UHF	Ultra High Frequency (Ultra Hautes Frequences)
UMTS	Universal Mobile Telecommunications System (Systèmes de Télécommunications Mobiles Universel de la 3G)
VHF	Very High Frequency (Très Hautes Fréquences)
VoIP	Voice over IP (voix sur réseau IP ou téléphonie sur Internet)
VSAT	Very Small Aperture Terminal (Terminal à très petite ouverture)
WIMAX	Worldwide Interoperability for Microwave Access (Accès sans fil haut debit)

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	2
LE MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE RÉGULATION.....	3
INTRODUCTION.....	4
ETAT DES LIEUX DU SECTEUR.....	4
LA TÉLÉPHONIE FIXE.....	4
1) Parc d'abonnés et couverture réseau.....	5
2) Publiphones fixes.....	6
3) Télécentres fixes privés.....	6
LA TÉLÉPHONIE MOBILE.....	7
1) Airtel Burkina Faso.....	7
2) Telecel Faso.....	8
3) Telmob.....	9
4) Vue d'ensemble du marché de la téléphonie mobile.....	10
5) Le marché de la téléphonie fixe et mobile.....	12
L'INTERNET.....	13
LES ACTIVITES DE REGULATION.....	14
A LE RENFORCEMENT DU CADRE JURIDIQUE.....	14
B LA GESTION DES FRÉQUENCES.....	17
LES ACTIVITES DE GESTION ET DE CONTRÔLE DES RESSOURCES RARES.....	18
Suivi de projets.....	18
Planification du spectre.....	18
Assignations, octrois de licences, autorisations, agréments.....	18
Traitement administratif des demandes de spectre.....	20
Délivrance et renouvellement d'autorisations et licences d'utilisation spectre.....	21
Suivi des redevances radioélectriques.....	22
C LA GESTION DES NUMEROS ET DES NOMS DE DOMAINE.....	22
Mise en place de la base de données des ressources et des noms de domaine.....	22
Gestion du plan de numérotation.....	22
Attribution des ressources en numérotation.....	23

AB et PQ.....	23
Numéros courts, verts et points sémaphores.....	25
Gestion des noms de domaines et des adresses IP.....	25
Etudes et révision de textes réglementant la radioélectricité.....	27
Contrôle de l'utilisation du spectre.....	28
Contrôle du fichier national des fréquences.....	28
Contrôle international du spectre.....	28
Contrôles spéciaux.....	28
Contrôle ordinaire du spectre.....	28
Traitement de cas de brouillage.....	29
Inspection des stations radioélectriques.....	29
D L'INTERCONNEXION.....	30
Interconnexion et accès aux réseaux.....	30
Approbation des catalogues et des conventions d'interconnexion.....	30
Etablissement des tarifs d'interconnexion.....	31
E LE SUIVI DES OPÉRATEURS ET DES FOURNISSEURS DE SERVICES.....	31
Mise en œuvre du nouveau cadre réglementaire des communications électroniques.....	31
Instruction des demandes de licences individuelles et d'autorisations générales.....	33
Agréments et déclarations de services à valeur ajoutée.....	35
Difficultés rencontrées.....	35
Le suivi et le contrôle des obligations et engagements des opérateurs.....	36
Contrôle tarifaire.....	36
Contrôle des relations contractuelles des opérateurs avec leurs clients.....	37
Couverture et déploiement des réseaux et contrôle de la qualité de service.....	40
Contrôle de la qualité de service des réseaux.....	40
ONATEL.....	41
Airtel.....	42
Telmob.....	44
Telecel.....	46
F LES LITIGES ET PLAINTES.....	48
Règlement des litiges.....	48
Analyse de contrats soumis par les opérateurs à l'ARCE.....	50

Relations avec les conseils juridiques extérieurs.....	51
G LE SERVICE UNIVERSEL.....	52
Accès et service universels.....	52
LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LE PARTENARIAT.....	54
A LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.....	54
B LE PARTENARIAT.....	56
UNE ADMINISTRATION DYNAMIQUE ET À LA QUÊTE DU SAVOIR.....	57
LES ACTIVITES DE LA PRESIDENCE.....	57
Les activités de l'Audit interne.....	58
Les activités de communication.....	59
LES ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL.....	59
Le traitement des dossiers du personnel.....	59
La formation du personnel.....	61
La participation aux travaux de la Commission d'Attribution des Marchés.....	62
LES PERSPECTIVES.....	63
L'opération de certification électronique.....	63
La poursuite de l'opération d'identification des abonnés mobiles	63
La dénumérotation.....	64
L'adoption d'un plan stratégique de cybersécurité.....	64
CONCLUSION.....	66
ANNEXES.....	68
LISTE DES ABREVIATIONS.....	75



01 B.P. 6437 Ouagadougou 01
(+226 50 37 53 60/61/62)
(+ 226) 50 37 53 64
Email : secretariat@arcep.bf
URL : www.arcep.bf